166^e session du Synode

DE L'EGLISE REFORMEE EVANGELIQUE DU CANTON DE NEUCHATEL

Mercredi 5 décembre Evologia- Cernier
PROCES-VERBAL

PRESIDENCE M. Jacques Laurent
VICE-PRESIDENCE Mmes Antoinette Hurni et Esther Berger

Le président salue la présence de:

M. Vincent Mamie, Eglise catholique romaine

M. Pierre-André Guyot, co-président du Conseil paroissial de Val-de-Ruz

La pasteure Véronique Tschantz, installée lors du culte

Il excuse :

L'Eglise évangélique réformée du canton du Tessin

Le Conseil communal du Val-de-Ruz

M. Vincent Genzoni

48 députés et 3 députés avec voix consultative ont été convoqués : 45 députés et 3 suppléants sont présents.

1. Ouverture de la session

A 8h20 h **le président** ouvre la 166^{ème} session du synode.

Mme Isler, paroisse de Val-de-Travers, prie.

L'ordre du jour est accepté tel quel, mise à part la motion oubliée lors du 165^{ème} synode, qui sera traitée à 14h.

1. Validations d'élection complémentaire :

a) *Nouveaux / Nouvelles député(e)s :*

M. Antoine Leuenberger, député laïc, paroisse de Val-de-Ruz: **élection validée**

Le Synode valide les élections complémentaires

2. Elections complémentaires

- a) **Bureau du Synode** (1 assesseur ministre): **pas de candidat**
- b) **Conseil synodal** (3 membres ministres, dont impérativement 1 pasteur et 1 membre laïc)

Le président explique la manière de procéder pour la recherche d'un président: le bureau du Synode a décidé de s'adjoindre deux présidents de paroisse, soit Mme Catherine Bosshard et M. Pierre-André Guyot, un délégué du Conseil synodal, M. Laurent Vuarraz, et le responsable des ressources humaines de l'EREN, Fabrice Demarle. Ce groupe a remis au goût du jour le rôle et rédigé les annonces parues dans la presse. Une séance est prévue pour permettre aux députés de partager leurs attentes avec le bureau le 16 janvier de 17h à 18h (avant la séance de relevé) sans la présence du Conseil Synodal. Le bureau élargi examinera ensuite les candidatures répondant aux critères du rôle et procèdera aux auditions. Une séance de présentation des candidats aura lieu le 28 mai à 20h00. L'élection aura lieu le 5 juin lors du Synode.

Jean-Philippe Calame, paroisse de l'Entre-2-Lacs, demande s'il y aura un tri préalable avant la présentation.

Le président répond que le tri ne sera fait qu'en fonction de critères de titres; celui qui est requis est un master en théologie.

Le président rappelle que 15 démarches personnelles pour remplacer David Allisson au Conseil Synodal n'ont pas abouti: il renouvelle son appel.

Le président passe la parole à **Gabriel Bader**, pour prendre congé de David Allisson, qui quitte sa fonction de conseiller synodal.

- c) **Commission de consécration** (2 diacres et 1 membre laïc)
Pas de nouvelle candidature
- d) **Synode missionnaire** (1 délégué et 2 suppléants)
Pas de nouvelle candidature
- e) **Commission d'examen de la gestion** (2 membres ministres)
Pas de nouvelle candidature
- f) **Conseil du Fonds immobilier** (1 membre)
Pas de nouvelle candidature

3. Budget 2013

Rapporteur : Pierre Bonanomi

Etonnamment, cette année, le budget n'a pas suscité beaucoup de discussions dans les paroisses, malgré un grand déficit. L'EREN a une perte avant dissolution de réserve de presque 1 million de francs. Mais chacun sait qu'un grand travail de fond est en route, notamment au travers de l'élaboration du nouveau tableau des postes auquel chacun est invité grâce au prochain sondage. Ce n'est donc pas un silence indifférent, mais bien

plutôt expectatif. Le nouveau tableau des postes sera un des points principaux du prochain synode, déterminant pour l'avenir de l'EREN.

L'année prochaine entrera en vigueur la réforme fiscale prévue par le canton, elle influencera le montant de la contribution ecclésiastique. Les bordereaux accuseront en moyenne une baisse de 5%, mais l'estimation de l'impact est difficile à évaluer car les personnes morales et physiques ne payent pas forcément la somme indiquée sur le bulletin de versement. Le Conseil synodal pense que l'impact sera probablement inférieur. Au moment de faire le budget, en septembre dernier, la rentrée des contributions ecclésiastiques se présentait bien, même mieux qu'en 2011, c'est pourquoi le Conseil synodal a décidé d'inscrire 6 millions de francs, comme en 2012, estimant que l'effet de la réforme fiscale pourrait être compensé, mais malheureusement, les résultats de novembre sont décevants; cette prévision de 6 millions est donc optimiste.

Les chiffres du budget affichent une stabilité réconfortante, mais ce calme n'est qu'apparent: pour maintenir les recettes de la contribution ecclésiastique, une foule de personnes sont à l'œuvre. Le résultat du groupe de bénévoles qui téléphonent aux contributeurs tardant à payer, est prodigieux (plus de 1'000'000.-, mais aussi des témoignages de bénévoles qui s'engagent pour leur Eglise). Il les remercie et lance un appel, le groupe ayant un urgent besoin de bénévoles supplémentaires. Il y a une formation pour préparer les personnes à conduire l'entretien.

Une minute de publicité à la RTS (télévision suisse romande) coûte une fortune; dans ce sens, les cultes télévisés qui se dérouleront à Dombresson, malgré leur coût de 60'000.-, sont donc une aubaine pour l'EREN. Cette somme ne représente que les frais internes à l'EREN, ceux engagés par la télévision sont autrement plus importants.

Commentaires de la Commission d'examen de la gestion

Claude Waelti: la Commission d'examen a rencontré Pierre Bonanomi, conseiller synodal en charge des finances et Ludovic Geiser, secrétaire général, pour examiner et étudier le budget soumis au Synode.

Il apporté un soin tout particulier à l'analyse des salaires qui représente 74% du budget. En page 2, il y a un commentaire fort intéressant, mais parfois difficile à comprendre concernant les charges salariales. Les salaires bruts théoriques sont donnés sous forme d'un graphique "fromage" qui montre que le 60% des charges salariales sont dans les paroisses. Si on tente de faire le lien entre la rubrique "salaires" de la page 2 et celle des "traitements" des différents départements du budget, on fait "chou blanc", car les charges sociales et les frais professionnels sont sur des lignes séparées. Pour une plus grande clarté des $\frac{3}{4}$ du budget, la CEG demande qu'une feuille annexe soit faite: aux salaires bruts par secteurs, on ajoutera sur des lignes séparées les charges sociales et les frais professionnels.

La présentation du budget 2013 a une nouveauté intéressante et judicieuse: l'introduction du résultat des frais d'exploitation 1. La séparation de l'immobilier est aussi pertinente. Notons que pour 2013, ce poste reste encore à charge (20'000.-) avant prélèvement sur la réserve immobilière. On observe que la situation devrait nettement s'améliorer dès 2014 en regard de la planification financière. On aurait pu aller plus loin dans la séparation avec Exploitation 1, en enlevant des divers départements les éléments extraordinaires (Projet 4 axes, nouveaux projets synodaux, etc.) pour obtenir le résultat réel du ménage courant sous cette rubrique. La CEG s'est livrée à cet exercice et a constaté que le budget 2013 de l'exploitation courante fait apparaître une perte de 855'000.- et que les nouveaux projets totalisent une charge de 248'000.- alors que le financement prévu est de 103'000.-. En additionnant les chiffres ci-dessus, le

budget présente un supplément de charge de 1 million à couvrir en puisant dans les réserves et les provisions. Est-ce crédible? N'est-il pas trop pessimiste?

Il est intéressant de constater que les charges des budgets 2012 et 2013 sont plus élevées que celles des comptes réels 2011 d'environ 750'000.-. Comme mentionné lors de l'analyse des salaires, les budgets sont basés sur des postes théoriques occupés à 100%, ce qui n'est pas le cas. Dans le rapport de la politique salariale, l'impact financier est calculé sur une masse salariale de 6,5 millions alors que le budget est calculé sur une masse salariale de 6'820'000.-. On peut donc estimer que la masse salariale budgétée est surévaluée de 350'000.-. L'excédent de charges de 1 millions de francs est donc une estimation maximale; sauf événements externes imprévisibles, elle pourra être réduite à 500'000.-.

La CEG recommande d'accepter le budget tel qu'il est présenté.

Débat d'entrée en matière: la parole n'est pas demandée; l'entrée en matière est donc acceptée tacitement.

Discussion de détail

Le président passe en revue le budget.

Jean-Claude Barbezat, paroisse de Val-de-Ruz, en son nom propre, relève un petit détail sous "Conseil synodal", 6, a, b: on présente pour les projets synodaux pour un montant de 103'000.- compensé par une attribution extérieure de 70'000.-, soit une différence de 33'000.-: ce n'est pas vraiment de l'autofinancement.

Jean-Philippe Calame, paroisse de l'Entre-deux-Lacs, a une question de compréhension au point 11 concernant le Centre œcuménique de documentation (COD). Il lit les explications et il ne les comprend pas. Depuis mai 2012, il y a une diminution effective de 30% sur les postes et il ne voit pas où apparaît cette diminution.

Jean-Claude Barbezat, paroisse de Val-de-Ruz, dit que dans sa présentation, Pierre Bonanomi a parlé du culte télévisé comme d'une fenêtre publicitaire. Dans la paroisse du Val-de-Ruz, le Conseil paroissial ne considère pas les 5 minutes d'antenne comme une fenêtre publicitaire en termes d'image. Lors de la préparation du Synode, la paroisse s'est trouvée perplexe, voire même irritée. 60'000.- pour 6 cultes: on pourrait se dire: Belle générosité! Or il s'avère que ce sont 4 cultes à la charge de l'EREN, donc une moyenne de 15'000 francs par culte! Le 20% de poste (un montant de 20'000) sur une année pour la coordination est un élément qui ne paraissait pas dans le budget. Si on déduit la coordination, il restera tout-de-même 10'000 francs par culte. Cela paraît disproportionné; certes il y a quelques frais pour l'organisation d'un culte, mais il faut rester raisonnable: un culte n'est pas un spectacle. L'essentiel est de vivre un culte et non de faire une prestation donnant une image complètement fautive de ce que nous vivons. La perplexité se mue en irritation lorsqu'on a l'impression que l'EREN se met au service de la RTS. Le Conseil paroissial du Val-de-Ruz est persuadé que chaque équipe qui assurera un culte saura prendre ses responsabilités et sera raisonnable avec les finances de l'EREN. Ce printemps, la paroisse de Val de Ruz a assuré 4 cultes radio, qui ont nécessité quelques centaines de francs de soutien, la paroisse assurant le reste du financement.

Dans la dernière Vie Protestante, dans l'article concernant ces cultes TV, il est parlé de la paroisse de Dombresson: que le Synode se rassure, elle n'existe plus depuis 2003. La paroisse du Val-de-Ruz demanderait que le budget pour les cultes télévisés soit ramené à 40'000.-.

Raoul Pagnamenta, paroisse de l'Entre-2-Lacs, comme vient de le dire Jean-Claude Barbezat, mentionne que son Conseil paroissial trouve aussi que 60'000.- semblent

exagérés. Il irait même plus loin: 40'000.- aussi paraissent exagéré! C'est la première fois que l'Eglise doit payer pour assurer un culte télévisé; vu l'heure de passage du culte (dimanche matin), il n'est pas sûr qu'il soit extrêmement suivi.

Laurent Vuarraz, Conseil synodal, répond que cette somme est une exigence de la RTS. Elle a été calquée sur les expériences bernoises et vaudoises de ces 2 dernières années. La différence entre les coûts de production en radio et en TV est importante, d'au minimum 10 fois supérieure pour la TV. Il paraît important de comprendre qu'il s'agit de cérémonies aux conditions d'un spectacle: il y a des décors, de l'éclairage, de la mise en scène. Cette différence peut surprendre, mais elle existe.

Delphine Collaud, paroisse de Neuchâtel, ajoute que, lors de précédents cultes télévisés, la télévision participait pour 1000.- par culte, alors que maintenant, c'est l'Eglise qui doit financer: il faut refuser.

Jean-Philippe Calame, paroisse de l'Entre-2-Lacs, a de la peine à comprendre qu'en si peu d'années, les choses puissent changer autant. Il estime que l'Eglise bernoise a rendu un très mauvais service en mettant sur la table 60'000.- l'an dernier, ce qui oblige les autres églises à faire de même. Est-ce que les fleurs et les musiciens seront à la hauteur d'une telle somme. Est-ce que les églises sœurs sont logées à la même enseigne? Comment réagiront les catéchètes, qui se débrouillent avec des moyens simples, les bénévoles et les personnes à qui on téléphone pour soutenir l'EREN ? Par ailleurs, il ne comprend pas ce que voulaient dire les mots de Gabriel Bader dans la VP "il s'agit d'une interpellation formatrice quant à sa capacité de communiquer l'Evangile. Il s'agit de le faire dans un langage adapté aux réalités d'aujourd'hui et au travers d'un média qui ne supporte pas bien les atermoiements et autres approximations". Ce commentaire l'a un peu déstabilisé. Il est de plus un peu surpris que les célébrants soient les derniers contactés par l'organisation de ce projet.

Jacques Peter, paroisse du Joran, à titre personnel, pense que, lorsqu'on monte un projet, il faut avoir un budget. Il mettrait cette réflexion sous le regard de la solidarité. Depuis des années, le Conseil synodal, mais aussi d'autres organismes, demandent de l'aide pour l'EREN: cette participation fait donc partie de la solidarité à avoir avec les autres Eglises romandes, il espère que le Synode gardera la ligne concernant les cultes.

Laurent Vuarraz, Conseil synodal, précise que l'agenda est serré: la demande de la RTS est arrivée cet automne, demandant une réponse extrêmement rapide. Le Conseil synodal s'en est plaint auprès de la RTS. Concernent le budget: il est possible de ne pas tout utiliser si on trouve des bénévoles; l'EREN a déjà négocié avec la RTS qui financera 1 ou 2 reportages spécifiques (économie 12'000.-). En se retirant d'un coup sec, quel message donnerions-nous par rapport à notre mission d'Eglise?

Pierre Bonanomi, Conseil synodal, répond aux 2 autres points soulevés. Au sujet des projets synodaux autofinancés, la différence devra encore être comblée, mais c'est encore à faire. Il faut bien mettre en route ces projets. Pour le COD, il semble que la réduction prévue aurait impliqué la fermeture d'un des sites. Lorsque ce constat a été clair, la copie a été revue.

Jean-Philippe Calame, paroisse de l'Entre-2-Lacs, ne comprend pas très bien: le COD travaille depuis mai avec 30% de charge salariale en moins; il y a donc eu une diminution

Pierre Bonanomi, Conseil synodal, précise que ce budget est celui transmis par le COD.

Raoul Pagnamenta, paroisse de l'Entre-deux-Lacs, demande comment procéder avec les propositions de diminuer voire de supprimer la somme allouée aux cultes télévisés.

Jean-Claude Barbezat, paroisse de Val-de-Ruz, précise que, lors de son intervention, il avait interrogé le Synode quant à la diminution du poste concernant les cultes télévisés

à 40'000.-. il avait pensé que c'était suffisant pour que le Synode vote sa proposition puisqu'il n'y a pas dans le budget d'amendement possible.

Le président soumet au vote la demande de modification du budget concernant les cultes télévisés (40'000.- au lieu de 60'000.-) de Val-de-Ruz. Il l'oppose à la proposition de l'Entre-2-Lacs de tout biffer.

Vote: 20 oui et 3 non. La proposition de ramener à 40'000 est acceptée; elle est opposée à la proposition du budget.

Vote: 24 soutiennent la proposition de 60'000.- et 19 soutiennent les 40'000.-.

La proposition de 60'000 francs est acceptée.

Vote d'ensemble: le rapport est accepté à la grande majorité.

4. Rapport n° 1 du Conseil synodal sur les changements constitutionnels induits par la réorganisation en services cantonaux

Rapporteur : Barbara Borer

La conseillère synodale précise que c'est la deuxième lecture de ce rapport. Il s'agit des changements constitutionnels induits par le changement de structures: les anciens services cantonaux sont remplacés par les services cantonaux, dont la coordination est confiée à une responsable. Elle corrige la résolution No 2 qui contient une erreur qui doit être rédigée ainsi: "Le Synode convoque l'assemblée générale...."

Discussion sur l'entrée en matière

Elisabeth Reichen, paroisse de Neuchâtel, demande comment, étant donné qu'il n'y a plus de services cantonaux et dès lors que le service "Théologie et formation" n'a plus de voix au Synode, ce service pourra reconstruire par les paroisses.

Barbara Borer, Conseil synodal, explique qu'il est difficilement envisageable que des personnes concernées par les décisions prises au Synode soient en même temps députées. La visibilité peut se faire autrement qu'en participant au Synode. C'est au service lui-même de "faire sa pub", de se "rendre indispensable", car des moyens de communications existent dans l'EREN.

Sœur Pascale, communauté de Grandchamp, a besoin d'éclaircissement: si les services cantonaux dépendent du Conseil synodal, les paroisses qui auraient des questions les concernant, doivent-elles doivent passer par le Conseil synodal ?

Barbara Borer, Conseil synodal, répond que les députés et les paroisses qui ont des questions peuvent les poser directement à la responsable des services cantonaux. Toutefois, la relation des activités de ces services fait partie du rapport annuel du Conseil synodal ainsi que du budget: il est également possible de poser des questions par ce biais.

Vote sur l'entrée en matière: est acceptée à une grande majorité

Vote résolution 1: est acceptée à une grande majorité

Vote résolution 2 corrigée: est acceptée à une grande majorité

Vote d'ensemble: est acceptée à une grande majorité

5. Rapport n° 2 du Conseil synodal sur le CSP

Rapporteur : David Allisson

Le conseiller synodal présente le rapport, qui est un document intermédiaire concernant la situation financière du Centre social protestant (CSP). La question a demandé un soin dans les discussions entre le Conseil synodal et le CSP et le groupe de travail n'a pas pu achever, à ce jour, les propositions concernant l'avenir de la situation institutionnelle du CSP. Le Conseil synodal demande au Synode de manifester son appui au CSP en décidant de son financement à hauteur de 317'600.-. Les travaux du groupe de travail se poursuivent et permettront de revenir au Synode pour le complément en juin 2013.

Yvan Peter, paroisse de Neuchâtel, mentionne qu'après une longue discussion en paroisse, il n'a pas été possible de se mettre d'accord pour savoir s'il fallait intervenir au niveau des résolutions. Il prie, en son nom propre, le groupe de travail du Conseil synodal, de ne pas laisser tomber le CSP.

Delphine Collaud, paroisse de Neuchâtel, dit qu'il lui semble que l'an passé, la diminution de la subvention du CSP était compensée par un soutien de Philip Morris. Est-ce toujours le cas cette année?

Françoise Ducommun, paroisse de la Chaux-de-Fonds, demande si le CSP a à nouveau fait une demande de soutien à Philip Morris, et si cela sera fait dans les années à venir. Son Conseil paroissial tient à souligner qu'il est très sensible à l'aspect social du CSP et a le souci que le lien entre l'EREN et le CSP soit maintenu. La paroisse acceptera l'entrée en matière ainsi que les résolutions proposées.

David Allisson, Conseil synodal, salue la présence de M. Pierre Borer, directeur du CSP; des contacts ont été pris et maintenus entre le CSP et Philip Morris. Une somme importante a été versée en 2011, une demande a été faite pour 2012, un montant de 90'000.-, qui a été versé. Il y a aussi la générosité de donateurs et de diverses organisations et fondations régulièrement sollicitées par l'équipe de direction du CSP. Ces questions de financement sont importantes, mais c'est du financement de l'EREN et dont le Synode parle: il s'agit de reconnaître le CSP comme un acteur de notre action sociale, de la diaconie de notre Eglise.

Il y a quelques années, le financement de l'EREN tournait aux alentours de 600'000 à 700'000.-, mais depuis, l'EREN, dans son ensemble, a connu les difficultés que l'on sait et un accord entre le Conseil synodal et le CSP a été passé: ce montant est celui sur lequel se sont mis d'accord le Conseil synodal et le CSP.

Une chose est claire: le groupe de travail estime que le CSP est nécessaire dans le paysage d'entraide neuchâtelois. Il y a des spécificités dans le travail du CSP auxquelles le groupe de travail tient. Le CSP, à l'avenir, peut rester constitutif de l'EREN ou acquérir une personnalité juridique propre. La question sera donc de savoir quel sera le lien entre l'EREN et le CSP.

Vote sur l'entrée en matière: est acceptée à une grande majorité

Vote résolution 1: est acceptée à une grande majorité

Vote résolution 2: est acceptée à une grande majorité

Le président signale que la paroisse de la Côte présente une résolution supplémentaire qui sera défendue par le pasteur Daniel Mabongo.

Daniel Mabongo, paroisse de la Côte, propose une résolution qui a la teneur suivante: "En cas de non maintien du CSP au sein de l'EREN, le Synode charge le Conseil synodal d'étudier comment l'EREN définira à l'avenir son action auprès des personnes

en situation de fragilité". Le texte du rapport évoque cette possibilité et il s'agit de garantir à cette réflexion la dimension institutionnelle.

Phil Baker, paroisse de Val-de-Ruz, dit qu'il lui semble que cette résolution arrive 6 mois trop tôt: car si dans 6 mois, le Conseil synodal vient avec un rapport qui propose que le CSP sorte de l'EREN, la discussion aura lieu à ce moment-là.

Frédéric Jakob, paroisse de la BARC, en son nom propre, travaillant au CSP, précise que le travail de CSP est une diaconie professionnelle qui se fait en parallèle avec la diaconie dans l'EREN (diacres). Si en juin, la proposition est faite d'octroyer une personnalité juridique propre au CSP, cela ne changera pas la collaboration et les 2 formes de diaconie continueront comme actuellement.

Daniel Mabongo, paroisse de la Côte, dit que la paroisse a peur qu'en juin cela soit 6 mois trop tard. Il conviendrait de savoir ce qu'il faudra faire.

David Allisson, Conseil synodal, assure que la question du lien entre le CSP et le Conseil synodal fait bien partie des discussions; une convention régissant ces rapports fera partie des éventuelles propositions du rapport de juin.

Daniel Mabongo, paroisse de la Côte, accepte, avec cette assurance, de retirer la résolution supplémentaire.

Vote d'ensemble: le rapport est accepté à une grande majorité

6. Rapport n° 3 du Conseil synodal relatif à la promotion du bénévolat en Eglise

Rapporteur : Claire-Lise Mayor-Aubert:

La conseillère synodale cite la première épître aux Corinthiens sur la diversité des dons. En 2008, le Synode avait décidé de promouvoir le bénévolat. Le Synode a repris ce thème lors de sa session de juin 2011 lorsqu'il a, de lui-même, demandé au Conseil synodal de présenter des objectifs visant cette promotion. Le Conseil synodal en a fait un point particulier de son programme de législature. Si certaines paroisses, depuis 2008, ont suivi le pas pour cette promotion, d'autres ont ressenti un certain désarroi quand il s'agit de recruter, de motiver et d'encourager les bénévoles.

Beaucoup donnent sans avoir besoin d'une reconnaissance particulière, d'autres en revanche ont besoin d'une reconnaissance et qu'il soit pris acte de leur engagement. Les paroisses ont besoin d'un soutien pour qu'elles soient en mesure de recenser leurs bénévoles, d'identifier leurs besoins, les compétences qui leur sont nécessaires et les moyens de valoriser ceux qui les leur offrent.

Il ne faut pas négliger le fait que chacun ne peut offrir le meilleur de ce qu'il a que dans son domaine de compétence. Pour cela, il est important d'identifier ce dont une paroisse a besoin afin qu'elle puisse offrir à chacun ce qui lui correspond le mieux. Certaines activités sont épisodiques, mais d'autres demandent un grand investissement. La personne qui s'engage dans une activité doit savoir ce que l'on attend de lui (elle) et ce que cela représentera comme investissement personnel. L'EREN a pour cela des choses à offrir: une reconnaissance, des formations voire des attestations qui pourraient permettre à ceux qui le souhaiteraient de compléter leur curriculum vitae dans un cadre professionnel. Pour que cela devienne réalité et que personne ne soit oublié, les paroisses doivent connaître tous leurs bénévoles, le champ d'action de chacun et leurs besoins propres (Un accompagnement spirituel serait-il le bienvenu? Une convention devrait-elle être rédigée? Une attestation serait-elle utile? Le cadre offert est-il utile? etc.). Marquer sa reconnaissance (diverses formes sont possibles), interpeller le responsable des ressources humaines pour obtenir des conseils sont tant de ressources dont l'EREN dispose et qui peuvent être mobilisées dans de multiples cas individuels à la demande

des paroisses. Le Conseil synodal pense que ces mesures ne suffisent pas au vu du manque de forces vives, du vieillissement des bénévoles actuellement actifs et de la pénurie ministérielle. Il propose au Synode de tenter une expérience de trois ans. Elle vise à renforcer nos pôles multiplicateurs des bénévoles, à les intégrer dans le développement de l'Eglise et à garantir des conditions d'activités attractives en garantissant la reconnaissance des bénévoles actifs dans notre institution. C'est la raison pour laquelle le Conseil synodal propose d'accepter le projet d'engager un animateur pour promouvoir le bénévolat. Il pourrait accompagner les responsables des bénévoles paroissiaux, analyser les besoins des paroisses en termes de formation. Il pourrait créer des liens avec l'Association des bénévoles et bien d'autres possibilités. Cela représente un poste à mi-temps de janvier 2013 à décembre 2015, auquel seront ajoutés les frais relatifs à cette fonction. Une paroisse bernoise propose un financement de 20'000 francs pour ce poste. En juin 2015, une évaluation sera faite selon les critères décrits dans le rapport.

Le président ouvre la discussion d'entrée en matière.

Frédéric Jakob, paroisse de la BARC, estime qu'une communauté vivante se renouvelle tous les jours et son bénévolat aussi. On a découvert dans la société civile que le bénévolat développe un sentiment d'appartenance, une identité, une capacité individuelle et un esprit de service. Des services que l'Eglise sait développer depuis toujours. Mais dans la paroisse de la BARC, il semble utile de retrouver ces sentiments, car depuis 2011, les bénévoles manquent. Ce projet du Conseil synodal propose une approche en Eglise, plus collective, moins individualiste. Il permet de mieux soutenir nos volontaires, les encourager. La paroisse de la BARC soutient l'entrée en matière.

Vincent Schneider, paroisse de la Chaux-de-Fonds, a trouvé, dans ce rapport, des propositions intéressantes: inventaire des bénévoles, besoin de formation, etc. Il répond bien à la résolution 162c et la paroisse de la Chaux-de-Fonds entrera donc en matière bien qu'il ait plus de doutes, à titre personnel, sur l'utilité d'un animateur.

Raoul Pagnamenta, paroisse de l'Entre-2-Lacs, dit que pour sa paroisse, le bénévolat est quelque chose d'important. Aussi, il remercie le Conseil synodal de sa réflexion à ce sujet. Par contre, il n'est pas très convaincu par le projet d'un responsable de la recherche des bénévoles, car c'est par un contact direct qu'il y a le plus de chance d'en trouver. La solution semble répondre à la difficulté de rechercher des bénévoles, mais est onéreuse.

Sylvie Barth, paroisse des Hautes-Joux, dit que, pour sa paroisse, cela paraît incongru d'engager du personnel vu la situation financière de l'EREN. Elle est bien consciente du besoin, mais finalement les bénévoles s'engagent et effectuent des tâches au service du Christ et la notion de faire des contrats lui semble superflue. Néanmoins, la paroisse des Hautes-Joux entrera en matière car il semble intéressant d'encourager et de valoriser le bénévolat.

Jacqueline Lavoyer, paroisse du Joran, a pris connaissance de ce rapport avec intérêt et remercie le Conseil synodal pour ce rapport clair et concis. Elle partage complètement l'intention générale telle que définie au point 2: " valider le bénévolat, encourager les bénévoles et proposer à ceux qui le désirent des formations". Elle partage aussi l'intention du Conseil synodal d'harmoniser les pratiques, parce que cela apporte une meilleure visibilité. Il ne s'agit pas simplement d'une ressource supplémentaire et il en va de la capacité des permanents d'accueillir ces élans. La paroisse du Joran a déjà mis en place plusieurs de ces éléments et l'expérience permet de voir qu'une convention rassure certains bénévoles, les motive; plusieurs ne se seraient peut-être pas engagés si une convention n'avait pas été passée. Si un poste de responsable du bénévolat voit le jour, la paroisse souhaiterait avoir auparavant un état des lieux de chaque paroisse afin que la

suite du processus puisse se faire en fonction des besoins de chaque paroisse. Dans ce travail, les services cantonaux pourraient être un bon interlocuteur.

Catherine Bosshard, paroisse de Neuchâtel, se demande comment les bénévoles, issus des paroisses, pourront être trouvés et encouragés par un professionnel externe. Elle relève en revanche l'intérêt de l'encadrement cantonal (formation des téléphonistes, des jeunes moniteurs, des visiteurs, des prédicateurs laïcs). Malgré cela, le bénévolat devenant un défi pressant, pourquoi ne pas tenter cette expérience sur trois ans avec évaluation, voire répartir cette somme entre les paroisses qui en aurait besoin ? La paroisse de Neuchâtel entrera en matière.

Esther Berger, paroisse de la Chaux-de-Fonds, dit que sa paroisse salue ce rapport. Elle a été heureuse de découvrir qu'elle pouvait demander l'aide des services cantonaux. Par contre, elle a été surprise de voir qu'il existe un dossier bénévolat qui est remis au responsable des bénévoles de chaque paroisses. Malheureusement, la paroisse de la Chaux-de-Fonds n'a pas de permanents et seuls des laïcs s'occupent des bénévoles. Une vive discussion a eu lieu en paroisse pour savoir s'il était nécessaire d'entrer en matière, puis la paroisse a préféré travailler les résolutions. Certes, il faut valoriser le bénévolat, mais ce n'est pas un poste cantonal qui fera ce travail, c'est à chaque paroisse de faire la promotion sur son terrain.

Rico Gabathuler, paroisse de la Chaux-de-Fonds, à titre personnel, aimerait quelques clarifications concernant le fait que le responsable prenne contact directement avec les bénévoles, car il lui semble que c'est à la paroisse de le faire. Mais pour toutes les autres tâches (formations, contacts avec l'ASBEIS, création de voies de communication, etc.), c'est important que cela soit fait sur le plan cantonal. Il va voter l'entrée en matière.

Jacques Peter, paroisse du Joran, à titre personnel et ayant entendu parler des soucis financiers des services cantonaux, se demande s'il y aura licenciement d'une personne des services cantonaux si ce poste est créé.

Delphine Collaud, paroisse de Neuchâtel, entend parler de la suppression de 10 à 15 postes. Elle se demande si c'est le bon moment de créer un mi-temps.

Jacqueline Lavoyer, paroisse du Joran, trouve toujours dommage de jouer les postes cantonaux contre les postes paroissiaux. Bien sûr que c'est important d'être proche des gens, de discerner leurs charismes, de faire fructifier, ça c'est le rôle des paroisses. Mais réfléchir à des conventions type, ça c'est un travail au niveau cantonal. C'est dans la justesse de l'articulation entre les aspects paroissiaux et cantonaux que cela se jouera.

Claire-Lise Mayor-Aubert, Conseil synodal, pense qu'effectivement il ne s'agit pas de jouer les postes paroissiaux contre les postes cantonaux. Il s'agit de travailler ensemble dans une grande complémentarité. Elle comprend bien le souci des paroisses qui revient à chaque synode, mais cite l'exemple du responsable cantonal de la catéchèse, qui a permis de mettre en place une formation dont chacun tire un bénéfice évident.

Elle aimerait relever quelques points inexacts: ce n'est pas l'animateur qui recherchera des bénévoles, il sera là pour soutenir les paroisses qui le souhaiteraient, mais il devra tenir compte d'un état des lieux des paroisses. Concernant le financement paradoxal de ce poste en ce temps difficile financièrement, elle estime qu'il s'agit d'un travail qui nécessite une compétence. Il faut alors qu'il soit reconnu et encadré. Elle évoque la situation d'une dame mentionnant qu'elle a fait la cuisine dans les camps de caté pendant 10 ans, puis à laquelle sa paroisse n'a plus rien demandé. Cette personne n'a plus rien fait durant 5 ans. Chaque paroisse doit s'occuper de ses bénévoles de manière tellement assidue qu'elle n'ait pas besoin de ce responsable cantonal.

Pour répondre à la question de M. Jacques Peter: il n'est pas encore défini si ce poste demandera l'abandon de quelque chose puisque le groupe de travail devra encore y réfléchir; à ce dernier de mettre en place des stratégies en vue d'une harmonisation permettant à chacun d'offrir aux bénévoles une aide. C'est essentiel que ce service soit proposé, évitant que chaque conseil de paroisse réfléchisse à la manière d'encadrer ses bénévoles. Par contre, un contact dans chaque paroisse sera essentiel pour transmettre les besoins, la manière de faire pour chercher et surtout garder les personnes. La conseillère synodale n'a pas du tout entendu parler d'une diminution de 10 à 15 postes: l'idée est que l'animateur soutienne les paroisses dans ses contacts avec ses bénévoles; il ne rencontrera pas seul les bénévoles et ne représentera pas la paroisse. Si la paroisse ne souhaite pas sa présence, elle n'y sera pas obligée.

Françoise Ducommun, paroisse de la Chaux-de-Fonds, en son nom, a beaucoup aimé l'exemple de Mme Mayor-Aubert (la bénévole qu'on ne demande plus et qui n'a pas été remerciée): il est vrai que chaque paroisse a une responsabilité vis-à-vis des personnes engagées. Elle se demande combien de bénévoles travaillent dans les paroisses dans l'ensemble du canton, combien de domaines de bénévolat existent, et dès lors comment va procéder le responsable cantonal: c'est souvent par le bouche à oreille que cela se passe et non par une annonce.

Jean-Claude Barbezat, paroisse de Val-de-Ruz, en son nom, réagit quant à une petite remarque de Mme Mayor-Aubert qui semble n'avoir jamais entendu parler d'une diminution de 10-15 postes, il lui suffit d'aller dans la planification financière du rapport du Conseil synodal.

Le président procède au vote sur l'entrée en matière.

Elle est accepté (35 oui 6 non 1 abstention)

Discussion de détail:

La paroisse de la BARC propose un amendement: ".....Il demande à chaque paroisse de nommer un responsable du bénévolat".

Frédéric Jakob, paroisse de la BARC, défend l'amendement: il explique qu'une paroisse vivante s'organise comme elle peut avec ses anciens et pasteurs. Elle recrute, soutient ses membres mettant à son service un responsable du bénévolat. Le Synode aura deviné qu'il ne parle pas là de la paroisse de la BARC. Dans ce contexte, il faut avoir un relai en la personne de responsable du bénévolat. Accompagner, encadrer de nouveaux bénévoles dans des contrats spécifiques semble être une responsabilité à instituer en paroisse.

Jean-Philippe Calame, paroisse de l'Entre-2-Lacs, dit qu'il lui semblait que, il y a quelques années, les diacres s'étaient donné comme tâche de soutenir le bénévolat dans l'Eglise. Alors, plutôt que d'imaginer une personne de plus, ne serait-ce pas leur travail? Est-ce que le diaconat s'est tellement spécialisé qu'il ne peut plus assumer la tâche de soutenir le bénévolat? Qu'est devenu leur ministère? Pendant des années, c'était leur travail que de soutenir les bénévoles et d'être des stimulateurs du bénévolat.

Vincent Schneider, paroisse de la Chaux-de-fonds, est assez peu intéressé par cette obligation des paroisses de nommer un responsable du bénévolat. Car chaque activité a un responsable.

Jacqueline Lavoyer, paroisse du Joran, pense que, dans la suite logique, c'est indispensable de lier les 2 éléments car il faut que chaque paroisse ait un responsable des bénévoles pour faciliter le travail du responsable cantonal.

Pascal Delorenzi, paroisse de la Chaux-de-Fonds, a de la peine avec cet amendement et cette résolution car il pense que c'est à chaque paroisse d'organiser la manière de suivre ses bénévoles. Il est aussi inquiet de l'augmentation de bureaucratie qui est imposé aux paroisses (recenser, structurer, ...). Un certain nombre d'activités sont faites pour reconnaître les bénévoles, mais il pense que c'est beaucoup plus concret si cette reconnaissance vient de la paroisse que du responsable cantonal (par exemple: organiser une journée cantonale).

Karin Phildius, paroisse des Hautes-Joux, en son nom propre, pense que cela permet de clarifier qui fait quoi. C'est du domaine des paroisses de se structurer.

Yves Bourquin, paroisse du Joran, en son nom propre, observe que la discussion parle de cas particuliers dépendant de la configuration des paroisses. Si le Synode trouve important d'aller dans le sens de valoriser le bénévolat, chaque paroisse devrait avoir un responsables des bénévoles.

Le président met au vote la résolution amendée:

Elle est refusée (14 oui, 30 non)

Le président met au vote résolution 1:

Elle est acceptée (21 oui, 20 non, 4 abstentions)

Le président met au vote l'ensemble du rapport

Il est accepté (26 oui, 11 non, 8 abstentions)

Le président, dans les 20 minutes restantes, propose de prendre le point 8 (rapport No 5).

7. Rapport n° 5 du Conseil synodal sur la demande de la Fondation Visage Protestant d'augmenter le prix de l'abonnement annuel pour les paroisses du journal La Vie Protestante

Rapporteur : Laurent Vuarraz

Chacun a pu lire le rapport: de la Fondation "Visage protestant", qui a déployé beaucoup d'énergie et de talent depuis 2008 afin que les églises protestantes de l'arc jurassien conservent une publication de qualité. Cette fondation a le souci d'équilibrer ses comptes, car il en va de la pérennité de la publication; elle a pris contact avec l'EREN afin de trouver une solution. L'abonnement actuel de la Vie Protestante (VP) est fixé depuis 4 ans à 7.20. Cette somme, tout-à-fait adéquate à l'époque, ne permet plus aujourd'hui de boucler de façon équilibrée les résultats financiers. Il est donc nécessaire d'adapter le prix du titre et de passer le prix de l'abonnement à 10.-. Grâce à l'effort de l'équipe de la VP, à leur enthousiasme, aux efforts de rationalisation qui seront faits en 2013, il est prévu au niveau de la fondation que la situation s'améliore dans le courant de l'année prochaine.

Le Conseil synodal remercie vivement la fondation de son travail et de son action pour équilibrer ses compte et soutient l'augmentation de prix demandée, car elle correspond à un besoin réel. Mais ce qui est certain aussi au niveau de la VP, c'est que le futur ne manque pas d'avenir! L'avenir du journal, les choix rédactionnels, la définition les risques liés au coût et les réflexions plus globales sur les changements de la communication au niveau romand sont autant de questions qui interrogent les Eglises de Suisse romande sur la nécessité de réfléchir au développement d'un titre commun. Rien de nouveau sous le soleil d'ailleurs: en 1989 déjà, quelques étudiants de la faculté de théologie avaient organisé des stands dans le but louable de sauver la VP romande! Les réflexions romandes se font de manière transparente, ouverte, entre toutes les Eglises cantonales et bien entendu avec tous les partenaires. Aujourd'hui, cette augmentation est nécessaire à court terme; elle est légère, mais ce n'est pas la seule piste.

Le président ouvre la discussion sur l'entrée en matière: la parole n'est pas demandée.

L'entrée en matière est donc acceptée.

Le président ouvre la discussion de détail, la parole n'est pas demandée.

Le président soumet au vote la résolution 1: elle est acceptée

Le président soumet au vote la résolution 2

Jean-Claude Allisson, paroisse du Joran, souligne que le rapport était clair. Le conseil paroissial du Joran a été très heureux de voir que la formule en 2 cahiers a rencontré un franc succès. Il a donc voté sans aucun problème l'augmentation de prix. Mais dans la suite à donner, entre autre, le Conseil synodal participe à des discussions romandes autour de pistes concrètes (synergies dans le cadre de la communication). L'idée d'un journal romand fait partie de ses discussions. La paroisse du Joran a pensé que c'est dans cette direction que l'avenir doit être envisagé avec un journal en 2 cahiers: 1 romand et 1 cantonal. C'est la raison pour laquelle, il demande de concentrer les efforts sur le plan romand. C'est ce que proposera un amendement.

Laurent Vuarraz, Conseil synodal, remercie la paroisse du Joran de son enthousiasme. Il n'est pas utile d'aller dans ce sens, mais avec respect des autres partenaires en se laissant une marge de manœuvre.

Jean-Claude Allisson, paroisse du Joran, à titre personnel, dit qu'il lui paraît que mener une réflexion qui démarre de ce cadre actuel lui paraît superflue.

Le Conseil synodal fait sienne la résolution amendée.

Le président soumet au vote la nouvelle résolution

Elle est acceptée (23 oui, 9 non, 8 abstentions)

Le président soumet au vote la résolution 2

Elle est acceptée (majorité évidente, 3 non 2 (abstentions))

Le président procède au vote d'ensemble

Le rapport est accepté à une large majorité

11h30 Interruption de séance pour le culte

11h45 Culte au Temple de Cernier

Le culte est présidé par la pasteure Alice Duport.

Joan Pickering et Véronique Tschanz Anderegg ont été installées dans leur fonction.

Le président du Conseil synodal prend congé de Florian Bille (excusé), Vincent Genzoni, Marc Morier et Marianne Chappuis

13h00 Repas

14h25 Présentation de la paroisse du Val-de-Ruz par son co-président, M. Pierre-André Guyot

Le président propose la motion oubliée lors du dernier synode. Il rappelle la règle concernant le traitement des motions, la présente motion étant parfaitement régulière.

Motion présentée par Jean-Pierre Emery

Elle concerne la modification de l'art. 97 du Règlement général et a été pensée en vue de davantage de clarté. Très souvent, au Synode, sont mentionnées des commissions synodales peu connues. La motion souhaiterait que le Synode connaisse ces commissions avant d'entrer en matière et d'avoir un échange à leur sujet.

Barbara Borer, Conseil synodal, propose de refuser cette motion pour 2 raisons. Il lui semble que c'est plutôt l'art. 118 qu'elle concerne; de plus, dans les rapports du Conseil synodal, ces commissions sont régulièrement mentionnées. Il semble qu'il serait lourd, à chaque session, de rappeler la composition de ces groupes et l'état de leurs réflexions.

Phil Baker, paroisse de Val-de-Ruz, au titre d'ancien président du Synode, signale que les 3 motions rédigées par le même signataire sont mal formulées. Les motions devraient être formulées "Le Synode charge le Conseil synodal...ou le Synode demande...". Le bureau du Synode aurait dû attirer l'attention des motionnaires sur cette question.

Le président répond que le bureau a attiré l'attention des motionnaires sur cette question, mais qu'ils n'ont pas voulu changer la forme. Le bureau du Synode a donc fait son travail. Il souhaiterait que le débat ait lieu sur le fond et non sur la forme.

Jean-Pierre Emery répond qu'effectivement, il serait laborieux que le Synode se prononce sur chaque commission, mais il serait nécessaire que le Synode soit au courant des commissions existantes et de ce qu'elles font.

Le président procède au vote.

La motion est refusée (7 oui, 21 non, 14 abstentions)

8. Rapport n° 4 du Conseil synodal sur son organisation

Rapporteur : Mme Barbara Borer

La conseillère synodale dit que certains se sont peut-être étonnés de voir déjà un nouveau rapport concernant le fonctionnement du Conseil synodal alors que l'assemblée générale de l'Eglise n'acceptait pas cette proposition à 5 personnes il y a quelques mois. Avec ce rapport, le Conseil synodal est conscient de faire preuve d'un certain "culot". Mais l'organisation de l'exécutif lui paraît représenter un enjeu si important pour le bon fonctionnement des instances de l'EREN qu'il a décidé de revenir rapidement devant le Synode avec ce sujet. Le Conseil synodal a bien sûr analysé les raisons de l'échec en première votation. Il en a retiré les éléments suivants et y a apporté une réponse dans le rapport présenté aujourd'hui.

La mise en danger de la majorité de laïcs par rapport aux ministres au sein du Conseil synodal: le Conseil synodal pense que l'enjeu ne réside pas dans la garantie absolue d'une majorité de laïcs dans l'organe exécutif de notre Eglise. En plus des compétences personnelles et de gestion avec lesquelles chaque membre du Conseil contribue au bon fonctionnement, le Conseil synodal, dans son ensemble, reconnaît bien sûr des compétences théologiques à ses membres laïcs. Mais il pense que ce sont les pasteurs qui sont appelés à conduire l'Eglise dans sa mission d'évangélisation au vu de leur expérience de l'interprétation du fait religieux. Pour rétablir l'existence d'une diversité dans

ce domaine, cette tâche ne saurait être confiée au seul président du Conseil synodal. La règle que 2 pasteurs siègent au Conseil synodal doit donc être intangible. Le fait qu'un diacre ou permanent laïc puisse être élu à la place d'un laïc, ne fait pas encore de l'EREN une institution cléricale.

Le risque de concentration de l'autorité: pour le conseil synodal, ce n'est pas le nombre de personnes chargées d'exercer la gouvernance de l'institution qui détermine la qualité ou l'adéquation. Plusieurs autres éléments influencent fortement la façon dont l'institution est conduite: l'organisation interne de chaque instance, une culture de prise de décision démocratique, La définition claire du rôle, la répartition des tâches entre les instances, la confiance réciproque sont des aspects tout aussi fondamentaux pour le bon fonctionnement de toute l'institution.

Une augmentation du coût de fonctionnement: le Conseil synodal maintient sa proposition de préciser la rémunération des conseillers synodaux et présente plusieurs tableaux comparatifs dans le rapport, qui établissent que le changement de rémunération liée à la diminution du nombre de membres du Conseil synodal n'entraîne pas une augmentation significative des coûts. La principale nouveauté réside dans le fait qu'une paroisse qui met à disposition un ministre bénéficie d'un remplacement pour le pourcentage de poste prêté au Conseil synodal.

Sur la base des éléments ci-dessus, le Conseil synodal a élaboré différents scénarios. La situation actuelle à 9 membres fixée par le règlement a montré ses limites depuis de nombreuses années. Le Conseil synodal se permet d'insister sur le fait que cette option est devenue irréaliste. La tâche de conseiller synodal pourrait devenir une sorte de passage obligé pour les pasteurs, ce qui ne serait pas très favorable à la motivation individuelle et à la dynamique de groupe. D'autre part, le Conseil synodal a constaté à de nombreuses reprises ces dernières années qu'il est difficile d'envisager qu'un ou une pasteur, un ou une laïc s'engage au Conseil synodal pour plus de 2 législatures. Le rythme des remplacements devient aussi plus soutenu, ce qui renforce encore le problème. En cela l'Eglise ne vit pas des choses différentes de ce qui se passe dans la société.

Le Conseil synodal a étudié la solution à 7 membres: cette solution intermédiaire ne lui paraît pas beaucoup plus réaliste que la solution à 9 membres. Le problème du tournus entre les pasteurs n'est pas résolu. Le nombre de personnes engagées par la direction de l'institution en rapport au nombre de personnes employées par l'institution semble toujours disproportionné.

Le Conseil synodal s'engage donc clairement pour un Conseil synodal à 5 membres, ce qui à ses yeux est une proposition raisonnable et réaliste et qui offre les avantages suivants: cette organisation permet une réactivité plus grande et de la souplesse dans les objets soumis au conseil synodal. Le travail est organisé par dossiers répartis entre les conseillers synodaux selon leurs compétences et leur disponibilité. Le travail en transversalité et en collégialité est renforcé. Le travail du Conseil synodal est aussi soutenu par les collaborateurs du secrétariat général, des ressources humaines, de la communication et des services cantonaux. Il est simple de confier une grande partie des tâches opérationnelles à ses collaborateurs. Il souhaite garder un lien étroit et direct avec les paroisses. Il demande donc au Synode d'accepter de reprendre le débat, de se faire une opinion et de la présenter ensuite une nouvelle fois devant l'assemblée de l'Eglise. Il en va de la crédibilité des instances de l'EREN, de sa capacité à se réorganiser et de poser les structures les mieux aptes à la conduire dans les changements inévitables.

Delphine Collaud, paroisse de Neuchâtel, ne souhaite pas entrer en matière car il s'agit de respecter la décision de l'assemblée de l'Eglise. Elle a même vu certains paroissiens très fâchés qu'on repose la question.

Catherine Bosshard, paroisse de Neuchâtel, peut bien entendre ce qui vient d'être dit par D. Collaud, mais la plupart des députés de Neuchâtel entreront en matière et accepteront la proposition à 5 membres, d'une part parce que le Conseil synodal s'est entouré de spécialistes, et d'autre part parce qu'il est difficile de trouver des personnes motivées (ministre ou laïc) pour entrer au Conseil synodal.

Jacques Peter, paroisse du Joran, dit que la paroisse s'était clairement prononcée pour une solution à 7 membres pour garder une meilleure diversité théologique et un meilleur équilibre entre salariés et bénévoles. Le Conseil paroissial a été surpris de voir ce rapport, comme si on lui servait deux fois le même menu; il garde la volonté qu'il soit maintenu une majorité de non-salariés au sein du Conseil synodal sans revenir sur les éléments déjà développés. Il va entrer en matière, mais en demandant qu'il reste une majorité de non-salariés. Il se pose aussi les mêmes questions que la pasteure Collaud concernant l'assemblée générale de l'Eglise: il sera difficile d'expliquer aux paroissiens lors de l'assemblée générale, pour quelle raison la question est posée à nouveau.

François Aubert, paroisse des Hautes-Joux, dit que le Conseil paroissial a pris connaissance de la proposition du Conseil synodal qui lui paraît tout-à-fait raisonnable. En fait, lors de l'Assemblée générale, c'est le sentiment d'une concentration du pouvoir au sein du Conseil synodal, s'additionnant aux ressources humaines et secrétariat général, qui a induit une crainte que cela nuirait au processus démocratique. Il espère qu'avec une réflexion plus approfondie, cela aidera à faire passer ce nouveau projet.

Jean-Philippe Calame, paroisse de l'Entre-2-Lacs, est peiné de voir que, dans le rapport, il y ait une sorte de soupçon lancé quant à la qualité des assemblées de paroisse, puisqu'il est dit qu'à part deux paroisses qui sont bien notées, dans les autres, il y aurait eu délit d'influence. Il aimerait témoigner que dans la paroisse de l'Entre-2-Lacs, il y a eu une bonne information et un bon débat et que l'assemblée a fait preuve d'une grande maturité. Il y a eu une longue discussion nourrie, beaucoup de questions. Le sentiment général qui dominait était que l'objet a été bien traité.

Françoise Ducommun, paroisse de la Chaux-de-Fonds, a eu la même réaction que Delphine Collaud. Néanmoins, elle comprend les raisons qui font qu'il faut aller de l'avant et adapter les structures. Pourtant, lorsque le Synode avait défini la répartition des conseillers synodaux, c'est sans doute qu'il avait entre autre estimé que les préoccupations de la base des paroissiens, qui travaillent non pas dans l'Eglise, mais dans la société, soit représentée et entendue. Elle constate que, face à des pasteurs, les laïcs hésitent à s'exprimer, ont de la peine à faire passer leurs idées. En réduisant le nombre de laïcs au-dessous du nombre de ministres, il serait dommageable de perdre cet éclairage issu de la base. Dans le cas d'un Conseil synodal à 5 membres, il serait indispensable de conserver une majorité laïque (minimum 3 laïcs).

Par ailleurs, dans une Eglise où les membres sont en constante diminution, les tâches du Conseil synodal restent extrêmement importantes. Si un Conseil synodal à 9 membres fonctionne à 5 voire 6, que dire d'un Conseil synodal à 5 membres? C'est leur faire porter une charge excessivement lourde. C'est courir le risque d'avoir toujours plus de difficulté de trouver des candidats. Comme il devient de plus en plus difficile de trouver des ministres, alors il est indispensable de garder des laïcs. Un argument souvent entendu est que le Conseil n'est plus au complet depuis plusieurs mois: mais pourquoi se bloquer avec un article constitutionnel? De plus, s'il est difficile de trouver des laïcs, il est tout aussi difficile de trouver des ministres (le Conseil actuel fonctionnera en janvier avec un

seul ministre: le président). Comment fera-t-il pour assumer l'ensemble de ses tâches s'il est décimé? Elle choisira un Conseil synodal à 7 membres qui permettra de garantir la double présence pastorale et de maintenir la majorité laïque souhaitée. Elle proposera un amendement.

Gabriel Bader, pour le Conseil synodal, comprend le souci de retourner devant l'Assemblée de paroisse, mais estime qu'il faut aujourd'hui se mettre face à la réalité: l'Eglise n'a pas le choix. Elle doit entrer en matière puisque la situation vécue actuellement n'est pas réglementaire. Cela sera peut-être difficile à expliquer, mais ce ne serait pas la première fois que l'Eglise vivra des choses difficiles. Quant à la critique du système démocratique: il est un outil et jamais un but en soi. On a tout-à-fait le droit d'émettre une critique sans remettre en cause l'aspect institutionnel démocratique.

Le président procède au vote sur l'entrée en matière

Elle est acceptée par une majorité évidente

Le président précise que les amendements ne sont pas de même nature et seront donc traités séparément.

Pour la résolution 1, il y a 2 amendements.

Amendement du Joran défendu par M. Jacques Peter.

Pour la paroisse du Joran, il paraît essentiel qu'il y ait au Conseil synodal une majorité de non-salariés. C'est un choix important: comment quand on sait que la décision à prendre aura un effet direct sur la personne qui la prend? C'est vrai que c'est un choix d'Eglise: il y aura peut-être un affaiblissement théologique si un jour il n'y a qu'un pasteur au Conseil synodal, mais c'est le Synode qui élit et il y aura peut-être des circonstances où il sera content qu'il n'y ait plus qu'un pasteur au sein du Conseil synodal.

Gabriel Bader, Conseil synodal, dit que la distinction que fait le Joran n'est pas une distinction entre laïc et ministre mais salarié ou non salarié. A ce propos, il semble au Conseil synodal que le débat tourne beaucoup plus autour de la question de savoir combien de personnes au Conseil synodal sont salariées dans une autre fonction de l'Eglise, car c'est à ce moment-là qu'il peut y avoir conflit d'intérêt (par exemple: un pasteur de paroisse et conseiller synodal).

Cela signifie que le président du Conseil synodal est à plein temps pour le Conseil synodal et n'a pas d'autre intérêt à défendre que celui du Conseil synodal au service de l'institution. La solution proposée par le Conseil synodal, au contraire, garantit qu'il n'y ait pas plus de 2 personnes au Conseil synodal salariées dans une autre mission. Concernant la relativisation de l'importance d'avoir 2 pasteurs au Conseil synodal, le Conseil synodal maintient sa position car il pense que le président joue un rôle théologique qui demande une analyse exigée de tout pasteur. Il est étonné car aujourd'hui il semble aujourd'hui que certains demandent une direction plus pastorale de l'Eglise.

Vincent Schneider, paroisse de la Chaux-de-Fonds, dit être très content de la proposition du Joran. Un permanent laïc, de par son engagement passe dans le camp des ministres, mais est-il plus laïc que permanent? Il est sensible au fait qu'il est difficile de trouver plus de 5 conseillers synodaux. On pourrait alors dire: 2 pasteurs et 3 laïcs, mais il est important de ne pas exclure les permanents et les diacres. Il ne reste donc que la solution de risquer de n'avoir qu'un pasteur. Il n'a pas d'expérience de conseiller synodal, mais il lui semble que des ressources pour avoir un avis pastoral dans l'Eglise, il y en a. De plus, un pasteur pourrait aussi être en difficulté. Il pourrait y avoir d'autres solutions, mais cela lui paraît dommageable d'avoir une majorité de ministres au Conseil synodal.

Delphine Collaud, paroisse de Neuchâtel, se dit très est choquée d'entendre qu'il pourrait y avoir des conflits d'intérêts, car elle pensait que tous travaillaient sur le même bateau. Il lui semble qu'un Conseil synodal à 7 résout toutes les questions.

Le président procède au vote sur l'amendement du Joran.

L'amendement est refusé (17 oui, 19 non)

Amendement de la Chaux-de-Fonds défendu par Mme Françoise Ducommun

Elle n'a rien à ajouter.

Gabriel Bader, Conseil synodal, pense que la solution à 7 résout un certain nombre de problèmes, mais évite de parler d'un bon nombre de questions comme celle du rôle des laïcs dans le Conseil synodal, et du rôle des salariés, des non-salariés, du rôle de représentant des paroisses et du rôle de l'autorité. Le Conseil synodal regrette que le Synode n'ait pas le courage d'en parler. Il ne s'agit pas d'une situation conjoncturelle, mais d'une réalité: aujourd'hui, le Synode n'est pas même pas en mesure de proposer un sixième membre au Conseil synodal. Il faut prendre acte du changement de dimension et s'adapter en changeant de modèle. Il pense que la solution à 5 est adaptée à notre institution, elle est donc la meilleure.

Yves Bourquin, paroisse du Joran, en son nom, désire poser une question au sujet du tableau récapitulatif et de la flexibilité de la charge du Conseil synodal: mis à part le président, est-ce que certains postes pourraient être à 20% et le bureau à 30% par exemple ? En maintenant l'idée de 7 membres, pourrait-il y avoir d'autres solutions?

Sœur Pascale, Communauté de Grandchamp, partage la réflexion suivante: lorsque M. Bader dit que la proposition à 7 évite de se poser la question des laïcs et des permanents dans le Conseil synodal, en est-il autrement de la solution à 5?

Gabriel Bader, Conseil synodal, explique que c'est un des points que le Conseil synodal a repris. Concernant la flexibilité, tout est possible, mais selon l'exemple vaudois, ce n'est pas très facile. Il aimerait dire que le Synode ne doit pas être dans l'illusion: certains travaillent à certaines époques et sur certains dossiers à 60, voire 70%. Il s'agit de travailler sur la question d'une rémunération qui honore le travail effectué. Si le Synode devait aller vers une solution à 7 membres, la rémunération serait un 20% et non un 30%.

Jean-Philippe Calame, paroisse de l'Entre-2-Lacs, aimerait une précision sur ce qui se vit. Il y a eu 2 amendements et selon le règlement général, il faudrait opposer les 2 amendements.

Le président précise que les 2 amendements ne sont pas de même nature. Il ne faut donc pas les opposer.

Yves Bourquin, paroisse du Joran, remercie beaucoup Gabriel Bader de son explication. Sa question portait moins sur la rémunération que sur la charge dont la paroisse bénéficiera pour le remplacement du ministre qu'elle accepterait d'envoyer.

Gabriel Bader, Conseil synodal, souligne qu'il faut alors être cohérent: si on accorde un 30% de remplacement pour un ministre, alors il faut admettre une rémunération de 30% pour un laïc.

Jacques Peter, paroisse du Joran, a un problème fondamental car d'un côté, on demande au Joran de découpler la discussion entre le nombre et la fonction, ce avec quoi il a été d'accord, mais maintenant, on revient sur la discussion parce que ceux qui sont favorables sur un Conseil à 7 membres disent automatiquement oui à un pasteur.

Le président n'ayant pas le texte sous les yeux n'avait pas vu cette subtilité. Il demande si la Chaux-de-Fonds est d'accord de ne parler que du principe, puisque la discussion a déjà eu lieu.

Gabriel Bader, conseil synodal, pense que l'amendement de la Chaux-de-Fonds a tout son sens: savoir si le permanent laïc remplace un pasteur dans une configuration à 5 ou dans une configuration à 7, c'est poser la question d'une majorité de permanents laïcs ou non.

Françoise Ducommun, paroisse de la Chaux-de-Fonds, précise qu'effectivement une des raisons pour laquelle elle défendait un Conseil synodal à 7 est que cela permet, même en gardant une majorité laïque, d'avoir 2 pasteurs.

Le président soumet au vote l'amendement

Il est accepté (28 oui, 17 non, 2 abstentions)

Résolution 2

Elle est acceptée car non combattue

Le président procède au vote d'ensemble du rapport

Il est accepté à une majorité évidente (3 abstentions)

9. Rapport n° 6 du Conseil synodal concernant la politique salariale

Rapporteur : le pasteur Gabriel Bader

Le conseiller synodal va parler de politique salariale qui concerne les pasteurs, les diacres, les permanents laïcs, les employés du secrétariat général et éventuellement les employés des paroisses (selon ce que les paroisses souhaitent). Elle ne concerne pas les employés du CSP et les bénévoles, par définition. Dans ces différents groupes, il y a des personnes qui font partie de cercles différents: pasteurs et diacres (ensemble des ministères consacrés), postes figurant au tableau des paroisses (annexe du règlement général: ministères consacrés et permanents laïcs), postes salariés par la caisse centrale et les postes salariés par l'EREN (différentes instances de l'EREN). Quand on parle salaire dans une Eglise qui accomplit un ministère, on constate que cela ne pose pas beaucoup de question lorsqu'on évoque les employés du secrétariat général et les employés des paroisses, mais elle se corse lorsqu'on parle du salaire des ministres et diacres. Deux visions s'affrontent dans les discussions:

Vision 1: Le salaire est le moyen garanti par l'Eglise qui permet au ministre d'exercer son ministère dans le sens d'une vocation. L'Eglise doit se préoccuper de pourvoir à ses besoins.

Vision 2: Le salaire, même en Eglise, est une rémunération au sens de la loi, cela signifie que pour le même travail, le salaire doit être équivalent.

Ces deux visions relèvent de quelque chose de noble: la première souligne la nature du ministère en Eglise et la deuxième inscrit le ministère dans un contexte légal qui respecte aussi la notion d'ordre donnée. Le Conseil synodal penche clairement pour la deuxième vision pour trois raisons:

1. C'est la pratique actuelle depuis plusieurs décennies: l'Eglise verse des salaires avec des charges sociales, une prévoyance. Imaginer de passer à un salaire qui soit juste de quoi assurer le ministère serait revenir en arrière sur la pratique actuelle et nécessiterait de réexaminer un certain nombre de dispositions prises aujourd'hui (par exemple: quels sont les besoins des ministres aujourd'hui?). L'attitude des permanents: les permanents (il met là tous les employés de l'EREN) intègrent en lien avec leur activité les réflexions sur leurs conditions salariales; ils réfléchissent au rapport activité et salaire perçu et font des

comparaisons avec ce qu'ils voient autour d'eux (les cantons voisins). Certains se contentent de ce qu'ils ont, mais ils ont le choix.

2. Une raison légale: la loi protège les employés, elle offre aux employés la garantie qu'au sein de la même institution, pour le même travail, le salaire sera le même.

3. Ce point découle des 2 autres: le Conseil synodal dit clairement qu'il est légitime qu'une personne qui travaille dans l'Eglise réfléchisse au lien entre travail et salaire. Peut-être que certains ont une autre idée de la rémunération dans l'Eglise, mais on ne peut pas laisser penser qu'il serait illégitime dans l'Eglise, y compris pour les pasteurs de s'interroger sur le montant de la rémunération en lien avec le travail fourni. Il y a d'autres éléments qui interviennent dans la réflexion et qui poussent le Conseil synodal de faire un certain nombre de propositions: les inégalités dues principalement à l'enchevêtrement loyer/salaire qui font dire qu'il y a un problème à régler, l'attractivité des postes (qui bien sûr ne se joue pas que sur le salaire), le salaire des postes à responsabilité: l'écart devient toujours plus important par rapport aux autres cantons et il est dommage que certains pasteurs au moment de prendre des responsabilités partent vers d'autres postes dans d'autres cantons. Il y a des incohérences dans la politique salariale puisque, alors que l'Eglise parle d'égalité des salaires, elle n'est pas pratiquée pour tous et elle ne concerne que les postes au tableau des paroisses et des ministères. C'est une incohérence de la politique salariale qui doit être corrigée pour des raisons éthiques: lorsqu'il y a des contacts avec l'extérieur, l'EREN suscite des inquiétudes par rapport à cette manière de faire. Il n'est évidemment pas question de mettre toutes les personnes qui travaillent dans l'EREN sur le même pied d'égalité. Il faut admettre un modèle qui fait une différenciation selon le poste occupé, comme c'est déjà le cas pour les postes du secrétariat général. Il faudra des critères éthiques qui correspondraient aux valeurs de l'Eglise. Il est préférable de traiter ces 3 questions ensemble pour une question de cohérence mais aussi pour une raison financière (garantie des acquis), la compensation est faite une seule fois plutôt que 3 fois.

Maintenant, évidemment, c'est aussi pour payer davantage le nouveau président, mais surtout parce que c'est un dossier indéfendable par un président en fonction, il pourrait être entaché par conflit d'intérêt. C'est pourquoi le Conseil synodal a saisi l'occasion de traiter cette question à ce moment. A un problème, il faut trouver des réponses qui devront solutionner les difficultés posées. Il faut désenchevêtrer les loyers des cures, sur cette question, il semble que tous soient assez d'accord: indépendamment de la politique salariale proposée aujourd'hui, l'Eglise arrive à la fin du système de privilège fiscal (indemnités de loyer ou loyer avantageux). L'Eglise doit soigner l'attractivité de ses postes. Il est proposé une valorisation des salaires de l'ensemble du personnel. Il n'est pas question de faire un saut spectaculaire pour arriver au niveau des salaires des pasteurs des autres cantons mais il s'agit de maintenir l'effort entrepris par nos prédécesseurs afin de ne pas trop creuser les écarts qui pourraient être rédhitoires. Car, à partir du moment où la différence devient trop grande, cela devient très difficile de trouver des ministres, mais c'est très difficile de savoir à partir de quel moment la différence est trop grande. Il est important de continuer d'être attentif à une revalorisation régulière pour continuer sur cette même vision. La reconnaissance de responsabilités particulières dans notre institution doit être valorisée. L'Eglise doit réfléchir à une politique globale, réflexion qui ne peut que se faire que sur les fonctions. Il ne s'agit pas de copier ce qui se fait ailleurs sans esprit critique. Le Conseil synodal ne veut pas de salaire au mérite, des prestations en nature, d'une politique opaque, différente dans ses principes en fonction des personnes. Le Conseil synodal ne veut pas de salaire hors grille, d'une quantité exagérée de niveaux de salaire. Cela distingue très clairement l'EREN de bon nombre d'autres institutions ou entreprises. Il veut une politique claire et transparente (à n'importe quel moment on sait qui gagne quoi), cohérente, des variations raisonnables entre les fonctions (les différences de salaires proposées ne seront pas supérieures aux

différences déjà existantes aujourd'hui), une revalorisation des salaires modérée, une reconnaissance des différentes fonctions, en particulier au travers du salaire, un nombre limité de niveaux de salaires.

Cette grille est un outil, elle n'est pas totalement finalisée. Elle doit permettre d'établir un salaire sur la base de la différenciation des fonctions, en fonction de critères d'exigence. Elle prévoit 10 à 13 niveaux de salaires. Elle définit des critères pour chaque fonction. Elle clarifie où se situe chacune des fonctions. Cet outil doit viser à déterminer une certaine objectivité. Il donne un exemple selon le tableau du rapport qui montre comment, pour chaque niveau, il faut essayer de décrire la responsabilité du poste. Il est impossible d'avoir des critères objectifs et une description sur laquelle tous seront d'accord, mais il faut tendre vers le maximum d'objectivité.

Pour le Conseil synodal, l'essentiel de l'objectivité ne réside pas dans la question de savoir s'il a réussi à être très objectif dans la description, mais il réside dans la capacité de l'institution de présenter une grille claire avec des critères écrits dans laquelle on sait où chacun se situe. Les critères sont encore à affiner et faire l'objet d'estimation. Impact financier: le conseil synodal prévoit un coût de 7% de la masse salariale (450'000.-) qu'il faudra économiser et reporter ces dépenses pour 20% sur les économies générales (90'000.-) et 80% sur des postes de travail (360'000.- environ 2.5 postes de travail). Il aimerait dire qu'aujourd'hui, le Conseil synodal a des inquiétudes extrêmement importantes sur la repourvue en particulier des postes pastoraux: dans quelques années, ils ne pourront pas être remplis car il n'y aura pas assez de pasteurs. Il faut trouver aujourd'hui une juste pondération entre le fait de travailler à une forme d'attractivité et le besoin de remplir des postes. Il est possible avec la pénurie à venir d'intégrer l'augmentation due à la nouvelle politique salariale. Il faut absolument anticiper la pénurie à venir. Lorsque certains pensent que l'égalité salariale est un signe prophétique: ça n'est pas le cas car l'égalité n'est pas réalisée et qu'elle ne l'est pas pour l'ensemble du personnel, mais au contraire, cela suscite plutôt des réactions par rapport à notre éthique.

Ce qui constituera un signe prophétique, sera plutôt de proposer une politique salariale de qualité, dans laquelle on peut parler des choix politiques cohérents. Il relève une difficulté dans la configuration de l'Eglise, c'est que, cette assemblée est composée de beaucoup de personnes qui sont concernées puisqu'elles sont salariées, c'est rare. Il en appelle à une responsabilité particulière aux laïcs car ce n'est pas très facile pour les permanents de parler d'une politique salariale qui les touche.

Le président ouvre le débat d'entrée en matière.

Yves Bourquin, paroisse du Joran, dit qu'enchevêtré est un concept souvent cité dans ce rapport. Pourtant ce rapport enchevêtre plus qu'il ne désenchevêtre, ce qui a valu à la paroisse du Joran des difficultés pour se faire une opinion. Il peut dire que le Conseil synodal a pris un risque en livrant ce rapport avec comme seules prémices les séances d'information d'il y a un mois.

Aux députés de se mettre à niveau en un mois pour un problème qui dure depuis de longs mois. Le Conseil paroissial livre une première analyse de ce rapport. Il trouve les sujets pertinents, intéressants, dignes d'être débattus mais il déplore qu'ils n'aient pas été traités dans des rapports généraux, séparés.

Il y a au bas mot 4 sujets séparés qui mériteraient chacun une approche large: l'attractivité de l'EREN, la relation contrat de travail/logement, la justice salariale au sein de l'EREN et la rémunération du président du Conseil synodal en regard du marché. Le Conseil synodal propose au Synode ces 4 sujets avec un dénominateur commun sous

forme d'une panacée: une ébauche de grille avec des pistes théologiques pour la justifier mais avec fort peu de chiffres. Le modèle est difficile à se représenter sans que les critères résonnent de manière concrète. Y a-t-il eu une discussion de fond sur ces sujets au Synode? Car avant toute chose, il faudrait savoir ce que le Synode veut vraiment pour l'Eglise de demain et comment faire un plan d'action. Comment se faire une opinion sans parler de conviction sur des sujets si profonds sans avoir eu le temps de les décanter et de les méditer? Les enjeux de ce rapport font surgir des questionnements (il a donné à ses collègues du colloque une quarantaine de questions suscitées par ce rapport). Il a les classées sur le plan ecclésiologique, personnel, économique et pragmatique (loi du marché, démocratie, protestantisme dans le monde). Ils ont cru percevoir, et cela a été vérifié dans le discours de M. Bader, beaucoup de craintes qui font naître des émotions viscérales qui ont lieu lorsque les députés ont reçu ce rapport. Cette crainte se transmet, mais est-elle bonne conseillère? Si le but de ce rapport est de faire voir l'avenir aux députés avec une certaine sérénité pragmatique, force est de constater qu'en voulant diminuer la peur, cela ne fait que l'augmenter, en tout cas dans un premier temps, et peut-être même là où elle n'a pas lieu d'être. Cela justifie le fait que le Synode doit se donner un tout petit peu de temps pour entrer dans ce rapport. Il aimerait revenir un instant sur ces 4 sujets imbriqués:

L'attractivité de l'EREN: voilà qui devrait faire à lui seul un point particulier. La paroisse du Joran est loin d'être convaincue qu'un salaire plus haut augmenterait l'attractivité de notre Eglise mais c'est bien plus son dynamisme, son potentiel bénévole, ses ressources jeunesse et son ancrage dans la région. Même en augmentant les salaires l'Eglise ne sera jamais concurrentielle. Faire venir des pasteurs d'ailleurs est une illusion, d'autant qu'il pourrait y avoir quelque chose de malsain d'entrer dans une sorte de course entre églises à qui sera la plus affriolante. Attractivité en église ne va pas sans ancrage et particularité voire même particularisme. Peut-être que le système égalitaire n'est pas bon et génère-t-il quelques inégalités, mais au moins il est unique. C'est une solution trouvée jadis et qui fait à présent l'ecclésiologie de l'Eglise neuchâteloise. Il croit que le conseil paroissial du Joran est bien plus pragmatique que ce rapport: cela ne servira à rien d'augmenter les salaires mais il faut trouver une autre voie avec confiance. Elle passera nécessairement par l'entrée des laïcs dans des postes à présent réservés aux permanents ministres.

Séparer les loyers des salaires: désenchevêtrer est un mauvais terme car il veut remplacer un système relativement simple par un système très compliqué qui reste finalement enchevêtré parce qu'il dépend du cas par cas. Sur cette question, le Conseil paroissial du Joran fait sienne une remarque de l'ASEMPEREN: "ce que je vous donne d'une main, je le reprends de l'autre". Finalement, tant qu'il y aura des ministres astreints à résider là où ils œuvrent, il y aura nécessairement enchevêtrement des loyers et des salaires (les deux étant liés par le contrat de travail). En ce sens, le Conseil paroissial du Joran ne peut accepter la radicalité de la résolution No 2 qui est justement suivie de la 3 qui ré-enchevêtre le tout à un autre niveau.

La question de la justice de l'EREN et de l'inclusion du personnel administratif dans une politique d'ensemble devrait aussi faire l'objet d'une réflexion attentive: il serait tout aussi facile d'arriver à une situation plus claire sans changer la politique salariale dans son ensemble. Il serait possible d'imaginer que les salaires des hauts fonctionnaires de l'Eglise soient eux alignés sur les lois du marché pour autant qu'ils ne soient pas ministres. Pour des compétences particulières et nécessaires de secrétariat, communication, etc., là, on pourrait imaginer s'ouvrir aux pratiques du monde économique. Il serait meilleur d'instaurer un système d'allocation et d'indemnités plutôt que de changer ce qui fait la spécificité de l'EREN. Les critères et le système de pondération de la grille laisse perplexe, ils auraient voulu voir un modèle clair et chiffré. Il n'est pas possible de se prononcer sur la grille simplement en admettant un minimum de

65'000.- et un maximum de 130'000.- annuels. Le Joran est d'accord d'entrer en matière sur ses 3 objets pour autant qu'ils soient pris sans urgence, dans le calme et la réflexion. Comme il constate que le seul sujet véritablement urgent est celui de la rémunération du président puisque le bureau du Synode cherche un successeur. Selon la direction prise par les débats, il reviendra d'abord avec une motion d'ordre pour demander l'autorisation de présenter une motion du Joran concernant spécifiquement la rémunération présidentielle. La paroisse du Joran propose d'entrer en matière tout en demandant immédiatement un renvoi au Conseil synodal avec l'objectif de le désenchevêtrer et de le chiffrer.

Phil Baker, paroisse de Val-de-Ruz, propose, au nom de sa paroisse, de ne pas entrer en matière tout en reprenant une bonne partie des arguments du pasteur Bourquin. La dernière fois que le Synode s'était tenu au Val-de-Ruz, en 2005, le Synode avait accepté l'égalité de salaire; bien qu'elle ne soit pas parfaite, le Conseil paroissial de Val-de-Ruz ne pense pas qu'il y a de si grandes injustices que cela. Mais on peut se demander ce qui a changé en 7 ans.

Un des éléments provoquant ce rapport est le départ du président du Conseil synodal et c'est tout à son honneur de ne pas avoir défendu cela pour lui-même. On aurait pu venir devant le Synode avec un rapport qui disait qu'en fonction de la grande responsabilité du poste du président, il est indispensable d'en augmenter le salaire, mais uniquement celui-là. Au lieu de cela, il y a un rapport qui enchevêtre tout. Il y a clairement la volonté d'augmenter les salaires pour ce qu'on n'ose pas appeler le groupe de direction. Il a souvent été entendu que lorsqu'il s'agit de postes ne nécessitant pas des compétences théologiques, mais recherchés sur le marché de l'emploi de tous les jours, il est difficile de trouver. Cela pourrait aussi inciter le Synode à se questionner sur la pertinence de tels postes au sein de l'Eglise: la question n'est pas posée.

Sur la question de l'attractivité: il est vrai que l'EREN ne pourra jamais concurrencer les salaires des autres cantons qui bénéficient des impôts ecclésiastiques. Il n'est pas forcément faux de revaloriser les salaires car il est judicieux de ne pas laisser un trop grand écart se creuser. La question d'intégrer le personnel administratif aurait pu faire le sujet d'un rapport à part. La question d'obligation de résidence et des cures: il y a quelques années, la politique de l'EREN était d'être présente sur tout le territoire, la situation a peut-être changé, mais il fallait bien se loger d'une manière ou d'une autre. Si maintenant, les salaires vont être valorisés et les loyers adaptés, comment alors comment faire avec l'espoir qui fait penser que les loyers plus bas dans le haut vont inciter davantage à remplir les postes du haut du canton. Si on voulait une égalité parfaite, on devrait aussi tenir compte des impôts! La question est plus complexe et mérite davantage que d'être mélangé avec d'autres sujets. Le projet de grille salariale, tous sont d'accord pour dire qu'il n'est pas définitif, qu'il doit encore être réfléchi. Le colloque de Val-de-Ruz vit une certaine sérénité parce que tous ont le même salaire. Mais pour quelle raison, sauf celle de vouloir se mettre à la page, veut-on cette différenciation? Mise à part la question du salaire du président, il n'y a pas urgence de sauter dans tous ces sujets. La question des cures et de l'obligation de résidence qui va avec peut être traitée en toute tranquillité. Tout s'est passé très vite, ces deux séances d'information n'ont eu lieu qu'il y a 2 mois, mais le Conseil synodal a eu une longue gestation. Pour toutes ces raisons, le Val-de-Ruz n'entrera pas en matière.

Raoul Pagnamenta, paroisse de l'Entre-2-Lacs, pense qu'il a été assez souvent souligné que certains sujets sont complexes et enchevêtrés. Le Conseil paroissial de l'Entre-2-Lacs a trouvé que certains sujets sont importants, mais d'autres non; il a l'impression que s'il entre en matière avec le rapport, il met la main dans un engrenage à moins que le Joran soit sûr de son coup et puisse désenchevêtrer le tout.

Jacques Peter, paroisse du Joran, à titre personnel, dit qu'il est navré de constater qu'il est le seul laïc à s'exprimer et que ce rapport est embêtant parce qu'il met les députés face à leurs responsabilités. Il est solidaire avec le Joran pour dire qu'il faut entrer en matière, mais souhaite renvoyer le rapport au Conseil synodal ou à un autre groupe car il y a nombre d'éléments non finalisés. En regardant le projet de grille salariale, il n'y a aucune indication pour savoir quelle est la pondération pour arriver à un salaire. Par exemple: un modérateur a plus de responsabilités qu'un pasteur référent, mais si bêtement, on additionne les points sans pondération, ils ont le même salaire. Il n'y a pas d'explication pour qu'une fonction réponde à un certain nombre de critères. Si on reste sur l'exemple du président: un candidat aura déjà un engagement, donc un diplôme spécialisé, mais s'il n'a pas de diplôme et qu'on se réfère à la grille salariale, qui paye la formation? Aucune réponse. D'après les chiffres, difficiles à trouver, un président de Conseil synodal va toucher 130'000.- annuellement, mais un ministre dans une paroisse après 20 ans 107'000.-. Quel sera le mécanisme de changement de classe lorsque le président aura terminé son mandat? L'absence de ces éléments lui permettent de voter l'entrée en matière, mais en tout cas pas les résolutions.

Catherine Bosshard, paroisse de Neuchâtel, parle en son nom même si ces questions ont été longuement été abordées dans la préparation de sa paroisse. La question de la politique salariale est une question délicate. Elle salue le fait d'oser en parler. Si elle peut comprendre que le Conseil synodal présente un paquet, il est bien difficile de saisir toutes les implications et les difficultés de les aborder en différentes phases. Oui, il faut désenchevêtrer les salaires et les loyers, mais bien sûr avec doigté, comme l'ont suggéré depuis longtemps plusieurs présidents de paroisse. Augmenter les salaires et supprimer les allocations va dans le bon sens.

Elle n'est pas contre le principe d'une grille salariale pour tous les employés et ministres. Comme beaucoup, elle pense en effet que la fonction de président du Conseil synodal est très exposée et pourrait tout-à-fait être revalorisée. Par contre pour les fonctions des ministres de paroisse, des aumôniers, des responsables, elle demande une étude plus approfondie pour bien comprendre ce qui est mis derrière les termes: exposé, plus de responsabilité. Entre un ministre qui anime une séance de caté ou qui a des compétences de gestionnaire, lequel est le plus exposé? Elle souhaiterait aussi savoir en chiffre les différences entre les fonctions. Il ne faut pas confondre une fonction de base par rapport à des fonctions temporaires (modérateur, maître de stage), qui pourraient être indemnisées autrement que par une augmentation du salaire de base. Il faut entrer en matière pour prendre le temps de réfléchir à cette politique et arriver à un bon équilibre entre la gestion et la mission de l'Eglise.

Myriam Schneeberger, paroisse de Val-de-Ruz, a été particulièrement interpellée par la phrase "allier la notion d'Eglise et les salaires". Elle trouve que l'Eglise a une richesse à explorer, des éléments dignes d'être réfléchis et qu'il n'y a pas d'urgence. Le Synode peut saisir cette opportunité de réfléchir à ces questions fondamentales en se donnant le temps nécessaire. Si elle a bien compris qu'en acceptant le multi-pack, on pourrait peut-être faire quelques économies, elle craint en revanche que le Synode prenne le risque de laisser la justice. Est-ce que les 2 visions évoquées par le Conseil synodal sont vraiment aussi exclusives? Elle a compris que l'élan du Conseil synodal va vers la deuxième vision. Pourtant la première est aussi noble. Elle ne trouve pas digne de l'Eglise de perdre ce qu'elle a de prophétique. Alors pourquoi ne prendre le temps de chercher une troisième voie, créative, différente, qui allie totalement l'une et l'autre?

Françoise Ducommun, paroisse de la Chaux-de-Fonds, rejoint la position du Joran qui demande d'entrer en matière. Si on veut aborder ne serait-ce que la question de la rémunération du président du Conseil synodal, il s'agit d'entrer en matière. Elle a entendu des pasteurs habitant des cures dire qu'il n'y avait pas d'urgence. Il est vrai qu'il y a là

peut-être des inégalités importantes. Elle trouve que ce désenchevêtrement est une excellente chose, qu'il y a là certainement des injustices importantes. Elle avait d'ailleurs l'intention de demander de mettre toutes les cures au prix du marché tout en renonçant à obliger les ministres à occuper les lieux; cela créerait des ressources pour l'EREN, ainsi qu'une meilleure égalité des salaires.

Jean-Philippe Calame, paroisse de l'Entre-2-Lacs, remercie la paroisse du Joran pour la clarté de son exposé. Il aimerait poser 2 questions qui illustrent cette crainte par la manière de parler d'argent dans ce rapport: qui peut espérer davantage que le maintien du pouvoir d'achat? Parce qu'après l'augmentation du loyer, le rachat de la caisse de retraite, les effets de seuil de l'échelle fiscale, il espère que le pouvoir d'achat, au minimum, sera maintenu. En l'absence de toute simulation chiffrée et complète, qui peut garantir que l'EREN ne se choisit pas une politique financière qui va au-delà de ses moyens?

François Aubert, paroisse des Hautes-Joux, aimerait dire que personnellement, il a beaucoup de peine à se prononcer sur ce rapport et surtout sur les résolutions. En effet, il y a 7 ans, la décision avait été prise d'instaurer l'égalité des salaires pour les postes inscrits aux paroisses et dans les ministères cantonaux. Il n'a pas bien compris pourquoi, aujourd'hui, il faut changer ce système. La question de la rémunération du président du Conseil synodal est un point important qui devrait être traité assez rapidement, mais pour le reste, il faut que la question mûrisse. Il faut entrer en matière et renvoyer le rapport au Conseil synodal

Pierre Denis, paroisse de la barque, dit que sa paroisse entrera en matière. Il souhaite poser une question: qu'advient-il des pasteurs qui devront se loger en dehors des cures?

Benédicte Gritti, paroisse de la BARC, en son nom, confirme que la paroisse de la BARC entrera en matière car c'est un sujet important. Mais, pour sa part, elle est d'avis qu'il est trop tôt de prendre une décision aujourd'hui. Elle n'a rien contre le fait que les salaires doivent être repensés par rapport aux responsabilités, mais quelles sont ces responsabilités? Est-ce qu'on a une Eglise qui base sa responsabilité sur sa mission ou sur l'administratif? Un pasteur qui, par exemple, officie lors d'un service funèbre et qui se "plante", tout le canton le sait! Elle a besoin d'une Eglise qui a aussi un regard sur son travail qui est celui d'annoncer la Parole de Dieu et pas seulement sur le travail financier et administratif.

Delphine Collaud, paroisse de Neuchâtel, estime que ce que vient de dire la pasteure Gritti est une notion importante: c'est très difficile d'évaluer ce qu'est une responsabilité.

Le président procède au vote d'entrée en matière.

Elle est acceptée (41 oui, 5 non, 0 absentions)

Gabriel Bader, Conseil synodal, précise que le Conseil synodal ne travaille pas depuis des mois sur cette question. En août, il a présenté sa démission au président du Synode et vers fin août-début septembre la réflexion s'est mise en route. Le Conseil synodal a travaillé très vite et très dur sur ce dossier.

Il aimerait dire un mot sur l'attractivité: le Conseil synodal ne nie pas le fait que l'essentiel de l'attractivité ne réside pas dans le salaire, mais il ne faut pas cacher le fait que les permanents ne viennent pas à Neuchâtel et choisissent aussi les postes en fonction du salaire. Il est utopique de croire qu'il n'y aurait aucune comparaison entre les cantons: elle va être donnée de fait lorsque, dans quelques années, il y aura 20 ou 30 postes disponibles en Suisse romande, alors les gens vont comparer le salaire.

Le Conseil synodal prévoit un total désenchevêtrement entre loyers et salaires: il est clair qu'il n'y aura plus de lien entre le contrat de travail et le lieu de résidence. Il retourne l'équation qui dit "on nous donne d'un côté et on reprend de l'autre", c'est le contraire: il sera exigé des loyers plus élevés et pour que cela ne préterite pas la situation en terme de pouvoir d'achat, il y aura une échelle des salaires qui permettra de compenser ces hausses. Il peut y avoir des obligations de résidence dans le territoire paroissial, mais cela se discute avec les paroisses et n'impliquera pas d'imposition de traitement sur un logement. Depuis 2005 (année où le Synode a aligné le salaire de certains diacres sur les autres salaires), il y a eu un changement extraordinaire dû à la demande des permanents de ne plus habiter dans une cure. C'est une situation extrêmement nouvelle.

Le président du Conseil synodal dit aussi un mot sur les thématiques qui mériteraient d'être retravaillées: vacances, prévention des abus sexuels, accompagnement sous diverses formes, colloques, etc.

Le Conseil synodal sait qu'il y a beaucoup de choses à travailler mais le Synode a la responsabilité de prendre parfois des décisions rapidement. Il faut savoir qu'en juin, il faudra parler des services funèbres, de la question du CSP, commencer à travailler sur la question de l'évangélisation.

Pour répondre à la question de formation: ce sont des situations qui existent déjà, car certains postes exigent des formations spécifiques et le règlement solutionne un certain nombre de ces situations.

Concernant une baisse de salaire en changeant de poste, cela existe déjà des personnes qui subissent un certain nombre de ces mécanismes.

Concernant le pouvoir d'achat: le projet est d'avoir une valorisation salariale qui permette d'améliorer ce pouvoir d'achat, l'amélioration n'étant évidemment pas la même pour tout le monde (ceux qui sont privilégiés aujourd'hui auront une moins grande différence). L'Eglise n'a aucune garantie de mener une telle politique, mais il faudra s'habituer à travailler ainsi.

Concernant l'évaluation des responsabilités: le Synode pourrait discuter longtemps pour savoir ce qui est plus responsable: mais nous sommes une institution qui fonctionne avec des ministères qui agissent sur le terrain et il faut continuer à valoriser les tâches plus difficiles. Il y a des postes qui comportent des difficultés particulières.

Le président procède au vote du renvoi au Conseil synodal.

Le rapport est renvoyé au Conseil synodal. (28 oui, 16 non)

Yves Bourquin demande un changement de l'ordre du jour pour présenter sa motion intitulée "Recherche d'un président du Conseil synodal", en lien avec l'ordre du jour.

Le président procède au vote.

Le changement de l'ordre du jour est accepté (37 oui, 5 non)

Yves Bourquin, paroisse du Joran, présente une motion qui s'adresse au bureau du Synode. Dans le contexte du rapport No 6, il a considéré que le Synode doit donner à son bureau un cadre clair quant à sa liberté de négociation salariale avec les candidats à la présidence du Conseil synodal. Ce point du rapport No 6 est urgent et le Synode ne peut pas laisser son bureau dans l'expectative d'une décision. Le Synode devrait donner plus largement une marge de manœuvre sous la forme d'une indemnité de 1000 francs maximum au cas où un candidat jugé adéquat voire idéal "avait l'idée saugrenue" de discuter son salaire. Si le Synode décide ce point ici, cette décision deviendra publique,

donc connue mais c'est intéressant, car les candidats connaîtront cette préoccupation du Synode. Ce sera un atout pour le bureau du Synode d'avoir cette possibilité pour laisser les portes ouvertes.

Le président ouvre le débat préliminaire.

Jean-Philippe Calame, paroisse de l'Entre-2-Lacs, demande si c'est une indemnité automatique ou liée à la personne selon son besoin.

Jean-Claude Waelti, paroisse de la Chaux-de-Fonds, trouve la proposition intéressante, mais nettement insuffisante. Actuellement, selon la grille salariale, le salaire maximum est de 1000'000.-; avec la proposition de la nouvelle grille il serait de 130'000.-. Il faudrait d'emblée proposer 2000.-.

Françoise Ducommun, paroisse de la Chaux-de-Fonds, dit que sur la grille, il lui semble que les chiffres cités sont des salaires maximums, après 20 ans. Il lui semble que 1000.- serait donc suffisant. De plus, lors de la mise en œuvre de la nouvelle future grille salariale, cette indemnité devrait tomber.

Johann Robert, paroisse de l'Entre-2-Lacs, trouve que d'introduire des indemnités au lieu de réfléchir à une politique salariale est une mauvaise idée.

Phil Baker, paroisse de Val-de-Ruz, trouve que le bricolage n'est pas une bonne solution qui ne règlera rien sur la forme ni sur le fond. Il est aussi favorable à une rémunération plus importante, mais dans le cadre d'une réflexion.

Sœur Pascale, communauté de Grandchamp, a peur d'un chiffre fixe, mais proposerait plutôt un pourcentage.

Gabriel Bader, Conseil synodal, reconnaît que la motion doit être reconnue comme urgente par le Conseil synodal. Il fera deux remarques: 1000.-, c'est se fier du monde, il faut viser un peu plus haut, car il y a de fortes chances que ce soit des gens qui ont 12 ans d'ancienneté pour avoir une grande expérience. Pour le Conseil synodal, cela devrait être une mesure transitoire jusqu'à une politique salariale globale.

Le président soumet au vote la notion d'urgence.

Elle est acceptée à une grande majorité.

Yves Bourquin, paroisse du Joran, voit bien que ce qui coince c'est la somme. Du côté du Joran, il faut considérer cette indemnité est transitoire. Elle est valable parce que le Synode est en train de réfléchir à la politique salariale.

Le président précise qu'il s'agit de statuer s'il s'agit de 1000.- ou de quelque chose d'autre.

Le pasteur Daniel Mabongo, paroisse de la Côte, demande si le Conseil synodal a une proposition.

Jean-Philippe Calame, paroisse de l'Entre-2-Lacs, pense que, comme l'a suggéré le pasteur Phil Baker, il s'agit de réfléchir. Il déplore que le débat glisse vers une tenue nettement différente de ce qui a été le cas l'après-midi. Ce n'est pas maintenant qu'il s'agit d'avoir une vente aux enchères pour savoir à quel niveau cela va se passer, alors que rien n'a été dit sur les critères. Le Synode doit se rappeler que son attractivité n'est pas liée à cela, c'est symbolique. La personne qui s'engagerait au Conseil synodal saura faire la différence. C'est assez choquant de dire que cela suffira ou ne suffira pas. Il faut prendre le temps que cela soit quelque chose d'un peu clair et qui permette d'être assumé de manière transparente. Il pense qu'il est intelligent de réfléchir en paix.

Claude Waelti, paroisse de la Chaux-de-Fonds, précise que, selon son rapport, le Conseil synodal prévoyait une augmentation de son président de 30'000.- après 20 ans. Il propose d'aller dans ce sens.

Le Conseil synodal se joindrait à cette proposition.

Delphine Collaud, paroisse de Neuchâtel, trouve que cette proposition table sur le fait que la nouvelle grille salariale est déjà une évidence sans avoir eu la discussion de fond.

Jacques Peter, paroisse du Joran, explique qu'entre 130'000.- et 107'000.-, il y a une différence de 23'000.-, et qu'entre la proposition du Conseil synodal et la situation actuelle, il y a 30'000.-. Il craint autre chose: sur le plan légal, comment pourrait-on élire un président pour 4 ans et lui dire que, dans 2 ans, lui dire que son salaire serait diminué.

Jean-Claude Barbezat, paroisse de Val-de-Ruz, dit qu'il est parfois urgent d'attendre. Les auditions vont avoir lieu en février, il devrait être possible d'attendre la séance de relevé et de décider à ce moment-là.

Le **président** dit que cela doit être tout-à-fait possible puisque la séance de relevé fait partie de la même session. Il soumet au vote les propositions: maintenir la motion telle quelle, soit l'augmenter à 30'000.- annuellement, ou réfléchir jusqu'au mois de janvier (séance de relevé).

Christophe Allemann, paroisse de Neuchâtel, en son nom, propose de remettre au mois de janvier la décision en laissant la proposition ouverte.

Le **président** procède au vote.

La décision concernant la motion est remise à la séance de relevé.

Le **président** passe la parole à Mme Antoinette Hurni pour une prière finale.

Mme Antoinette Hurni fait la prière finale.

Le **président** clôt la séance à 17h50

Neuchâtel, le 5 janvier 2013

Le procès-verbal a été rédigé par Madame Danièle Rinaldi secrétaire administrative du synode.

Le président

La secrétaire

Jacques Laurent
Berger

La pasteure Esther

166^e session du Synode

DE L'EGLISE REFORMEE EVANGELIQUE DU CANTON DE
NEUCHATEL

Mercredi 5 décembre Evologia- Cernier
PROCES-VERBAL

PRESIDENCE M. Jacques Laurent
VICE-PRESIDENCE Mmes Antoinette Hurni et Esther Berger

Le président salue la présence de:
M. Vincent Mamie, Eglise catholique romaine
M. Pierre-André Guyot, co-président du Conseil paroissial de Val-de-Ruz
La pasteure Véronique Tschantz, installée lors du culte

Il excuse :
L'Eglise évangélique réformée du canton du Tessin
Le Conseil communal du Val-de-Ruz
M. Vincent Genzoni

48 députés et 3 députés avec voix consultative ont été convoqués : 45 députés et 3 suppléants sont présents.

1. Ouverture de la session

A 8h20 h **le président** ouvre la 166^{ème} session du synode.

Mme Isler, paroisse de Val-de-Travers, prie.

L'ordre du jour est accepté tel quel, mise à part la motion oubliée lors du 165^{ème} synode, qui sera traitée à 14h.

1. Validations d'élection complémentaire :

a) *Nouveaux / Nouvelles député(e)s :*

M. Antoine Leuenberger, député laïc, paroisse de Val-de-Ruz: **élection validée**

Le Synode valide les élections complémentaires

2. Elections complémentaires

- a) **Bureau du Synode** (1 assesseur ministre): **pas de candidat**
- b) **Conseil synodal** (3 membres ministres, dont impérativement 1 pasteur et 1 membre laïc)

Le président explique la manière de procéder pour la recherche d'un président: le bureau du Synode a décidé de s'adjoindre deux présidents de paroisse, soit Mme Catherine Bosshard et M. Pierre-André Guyot, un délégué du Conseil synodal, M. Laurent Vuarraz, et le responsable des ressources humaines de l'EREN, Fabrice Demarle. Ce groupe a remis au goût du jour le rôle et rédigé les annonces parues dans la presse. Une séance est prévue pour permettre aux députés de partager leurs attentes avec le bureau le 16 janvier de 17h à 18h (avant la séance de relevé) sans la présence du Conseil Synodal. Le bureau élargi examinera ensuite les candidatures répondant aux critères du rôle et procédera aux auditions. Une séance de présentation des candidats aura lieu le 28 mai à 20h00. L'élection aura lieu le 5 juin lors du Synode.

Jean-Philippe Calame, paroisse de l'Entre-2-Lacs, demande s'il y aura un tri préalable avant la présentation.

Le président répond que le tri ne sera fait qu'en fonction de critères de titres; celui qui est requis est un master en théologie.

Le président rappelle que 15 démarches personnelles pour remplacer David Allisson au Conseil Synodal n'ont pas abouti: il renouvelle son appel.

Le président passe la parole à **Gabriel Bader**, pour prendre congé de David Allisson, qui quitte sa fonction de conseiller synodal.

- c) **Commission de consécration** (2 diacres et 1 membre laïc)
Pas de nouvelle candidature
- d) **Synode missionnaire** (1 délégué et 2 suppléants)
Pas de nouvelle candidature
- e) **Commission d'examen de la gestion** (2 membres ministres)
Pas de nouvelle candidature
- f) **Conseil du Fonds immobilier** (1 membre)
Pas de nouvelle candidature

3. Budget 2013

Rapporteur : Pierre Bonanomi

Etonnamment, cette année, le budget n'a pas suscité beaucoup de discussions dans les paroisses, malgré un grand déficit. L'EREN a une perte avant dissolution de réserve de presque 1 million de francs. Mais chacun sait qu'un grand travail de fond est en route, notamment au travers de l'élaboration du nouveau tableau des postes auquel chacun est invité grâce au prochain sondage. Ce n'est donc pas un silence indifférent, mais bien

plutôt expectatif. Le nouveau tableau des postes sera un des points principaux du prochain synode, déterminant pour l'avenir de l'EREN.

L'année prochaine entrera en vigueur la réforme fiscale prévue par le canton, elle influencera le montant de la contribution ecclésiastique. Les bordereaux accuseront en moyenne une baisse de 5%, mais l'estimation de l'impact est difficile à évaluer car les personnes morales et physiques ne payent pas forcément la somme indiquée sur le bulletin de versement. Le Conseil synodal pense que l'impact sera probablement inférieur. Au moment de faire le budget, en septembre dernier, la rentrée des contributions ecclésiastiques se présentait bien, même mieux qu'en 2011, c'est pourquoi le Conseil synodal a décidé d'inscrire 6 millions de francs, comme en 2012, estimant que l'effet de la réforme fiscale pourrait être compensé, mais malheureusement, les résultats de novembre sont décevants; cette prévision de 6 millions est donc optimiste.

Les chiffres du budget affichent une stabilité réconfortante, mais ce calme n'est qu'apparent: pour maintenir les recettes de la contribution ecclésiastique, une foule de personnes sont à l'œuvre. Le résultat du groupe de bénévoles qui téléphonent aux contributeurs tardant à payer, est prodigieux (plus de 1'000'000.-, mais aussi des témoignages de bénévoles qui s'engagent pour leur Eglise). Il les remercie et lance un appel, le groupe ayant un urgent besoin de bénévoles supplémentaires. Il y a une formation pour préparer les personnes à conduire l'entretien.

Une minute de publicité à la RTS (télévision suisse romande) coûte une fortune; dans ce sens, les cultes télévisés qui se dérouleront à Dombresson, malgré leur coût de 60'000.-, sont donc une aubaine pour l'EREN. Cette somme ne représente que les frais internes à l'EREN, ceux engagés par la télévision sont autrement plus importants.

Commentaires de la Commission d'examen de la gestion

Claude Waelti: la Commission d'examen a rencontré Pierre Bonanomi, conseiller synodal en charge des finances et Ludovic Geiser, secrétaire général, pour examiner et étudier le budget soumis au Synode.

Il apporté un soin tout particulier à l'analyse des salaires qui représente 74% du budget. En page 2, il y a un commentaire fort intéressant, mais parfois difficile à comprendre concernant les charges salariales. Les salaires bruts théoriques sont donnés sous forme d'un graphique "fromage" qui montre que le 60% des charges salariales sont dans les paroisses. Si on tente de faire le lien entre la rubrique "salaires" de la page 2 et celle des "traitements" des différents départements du budget, on fait "chou blanc", car les charges sociales et les frais professionnels sont sur des lignes séparées. Pour une plus grande clarté des ¾ du budget, la CEG demande qu'une feuille annexe soit faite: aux salaires bruts par secteurs, on ajoutera sur des lignes séparées les charges sociales et les frais professionnels.

La présentation du budget 2013 a une nouveauté intéressante et judicieuse: l'introduction du résultat des frais d'exploitation 1. La séparation de l'immobilier est aussi pertinente. Notons que pour 2013, ce poste reste encore à charge (20'000.-) avant prélèvement sur la réserve immobilière. On observe que la situation devrait nettement s'améliorer dès 2014 en regard de la planification financière. On aurait pu aller plus loin dans la séparation avec Exploitation 1, en enlevant des divers départements les éléments extraordinaires (Projet 4 axes, nouveaux projets synodaux, etc.) pour obtenir le résultat réel du ménage courant sous cette rubrique. La CEG s'est livrée à cet exercice et a constaté que le budget 2013 de l'exploitation courante fait apparaître une perte de 855'000.- et que les nouveaux projets totalisent une charge de 248'000.- alors que le financement prévu est de 103'000.-. En additionnant les chiffres ci-dessus, le

budget présente un supplément de charge de 1 million à couvrir en puisant dans les réserves et les provisions. Est-ce crédible? N'est-il pas trop pessimiste?

Il est intéressant de constater que les charges des budgets 2012 et 2013 sont plus élevées que celles des comptes réels 2011 d'environ 750'000.-. Comme mentionné lors de l'analyse des salaires, les budgets sont basés sur des postes théoriques occupés à 100%, ce qui n'est pas le cas. Dans le rapport de la politique salariale, l'impact financier est calculé sur une masse salariale de 6,5 millions alors que le budget est calculé sur une masse salariale de 6'820'000.-. On peut donc estimer que la masse salariale budgétée est surévaluée de 350'000.-. L'excédent de charges de 1 millions de francs est donc une estimation maximale; sauf événements externes imprévisibles, elle pourra être réduite à 500'000.-.

La CEG recommande d'accepter le budget tel qu'il est présenté.

Débat d'entrée en matière: la parole n'est pas demandée; l'entrée en matière est donc acceptée tacitement.

Discussion de détail

Le président passe en revue le budget.

Jean-Claude Barbezat, paroisse de Val-de-Ruz, en son nom propre, relève un petit détail sous "Conseil synodal", 6, a, b: on présente pour les projets synodaux pour un montant de 103'000.- compensé par une attribution extérieure de 70'000.-, soit une différence de 33'000.-: ce n'est pas vraiment de l'autofinancement.

Jean-Philippe Calame, paroisse de l'Entre-deux-Lacs, a une question de compréhension au point 11 concernant le Centre œcuménique de documentation (COD). Il lit les explications et il ne les comprend pas. Depuis mai 2012, il y a une diminution effective de 30% sur les postes et il ne voit pas où apparaît cette diminution.

Jean-Claude Barbezat, paroisse de Val-de-Ruz, dit que dans sa présentation, Pierre Bonanomi a parlé du culte télévisé comme d'une fenêtre publicitaire. Dans la paroisse du Val-de-Ruz, le Conseil paroissial ne considère pas les 5 minutes d'antenne comme une fenêtre publicitaire en termes d'image. Lors de la préparation du Synode, la paroisse s'est trouvée perplexe, voire même irritée. 60'000.- pour 6 cultes: on pourrait se dire: Belle générosité! Or il s'avère que ce sont 4 cultes à la charge de l'EREN, donc une moyenne de 15'000 francs par culte! Le 20% de poste (un montant de 20'000) sur une année pour la coordination est un élément qui ne paraissait pas dans le budget. Si on déduit la coordination, il restera tout-de-même 10'000 francs par culte. Cela paraît disproportionné; certes il y a quelques frais pour l'organisation d'un culte, mais il faut rester raisonnable: un culte n'est pas un spectacle. L'essentiel est de vivre un culte et non de faire une prestation donnant une image complètement fautive de ce que nous vivons. La perplexité se mue en irritation lorsqu'on a l'impression que l'EREN se met au service de la RTS. Le Conseil paroissial du Val-de-Ruz est persuadé que chaque équipe qui assurera un culte saura prendre ses responsabilités et sera raisonnable avec les finances de l'EREN. Ce printemps, la paroisse de Val de Ruz a assuré 4 cultes radio, qui ont nécessité quelques centaines de francs de soutien, la paroisse assurant le reste du financement.

Dans la dernière Vie Protestante, dans l'article concernant ces cultes TV, il est parlé de la paroisse de Dombresson: que le Synode se rassure, elle n'existe plus depuis 2003. La paroisse du Val-de-Ruz demanderait que le budget pour les cultes télévisés soit ramené à 40'000.-.

Raoul Pagnamenta, paroisse de l'Entre-2-Lacs, comme vient de le dire Jean-Claude Barbezat, mentionne que son Conseil paroissial trouve aussi que 60'000.- semblent

exagérés. Il irait même plus loin: 40'000.- aussi paraissent exagéré! C'est la première fois que l'Eglise doit payer pour assurer un culte télévisé; vu l'heure de passage du culte (dimanche matin), il n'est pas sûr qu'il soit extrêmement suivi.

Laurent Vuarraz, Conseil synodal, répond que cette somme est une exigence de la RTS. Elle a été calquée sur les expériences bernoises et vaudoises de ces 2 dernières années. La différence entre les coûts de production en radio et en TV est importante, d'au minimum 10 fois supérieure pour la TV. Il paraît important de comprendre qu'il s'agit de cérémonies aux conditions d'un spectacle: il y a des décors, de l'éclairage, de la mise en scène. Cette différence peut surprendre, mais elle existe.

Delphine Collaud, paroisse de Neuchâtel, ajoute que, lors de précédents cultes télévisés, la télévision participait pour 1000.- par culte, alors que maintenant, c'est l'Eglise qui doit financer: il faut refuser.

Jean-Philippe Calame, paroisse de l'Entre-2-Lacs, a de la peine à comprendre qu'en si peu d'années, les choses puissent changer autant. Il estime que l'Eglise bernoise a rendu un très mauvais service en mettant sur la table 60'000.- l'an dernier, ce qui oblige les autres églises à faire de même. Est-ce que les fleurs et les musiciens seront à la hauteur d'une telle somme. Est-ce que les églises sœurs sont logées à la même enseigne? Comment réagiront les catéchètes, qui se débrouillent avec des moyens simples, les bénévoles et les personnes à qui on téléphone pour soutenir l'EREN ? Par ailleurs, il ne comprend pas ce que voulaient dire les mots de Gabriel Bader dans la VP "il s'agit d'une interpellation formatrice quant à sa capacité de communiquer l'Evangile. Il s'agit de le faire dans un langage adapté aux réalités d'aujourd'hui et au travers d'un média qui ne supporte pas bien les atermoiements et autres approximations". Ce commentaire l'a un peu déstabilisé. Il est de plus un peu surpris que les célébrants soient les derniers contactés par l'organisation de ce projet.

Jacques Peter, paroisse du Joran, à titre personnel, pense que, lorsqu'on monte un projet, il faut avoir un budget. Il mettrait cette réflexion sous le regard de la solidarité. Depuis des années, le Conseil synodal, mais aussi d'autres organismes, demandent de l'aide pour l'EREN: cette participation fait donc partie de la solidarité à avoir avec les autres Eglises romandes, il espère que le Synode gardera la ligne concernant les cultes.

Laurent Vuarraz, Conseil synodal, précise que l'agenda est serré: la demande de la RTS est arrivée cet automne, demandant une réponse extrêmement rapide. Le Conseil synodal s'en est plaint auprès de la RTS. Concernant le budget: il est possible de ne pas tout utiliser si on trouve des bénévoles; l'EREN a déjà négocié avec la RTS qui financera 1 ou 2 reportages spécifiques (économie 12'000.-). En se retirant d'un coup sec, quel message donnerions-nous par rapport à notre mission d'Eglise?

Pierre Bonanomi, Conseil synodal, répond aux 2 autres points soulevés. Au sujet des projets synodaux autofinancés, la différence devra encore être comblée, mais c'est encore à faire. Il faut bien mettre en route ces projets. Pour le COD, il semble que la réduction prévue aurait impliqué la fermeture d'un des sites. Lorsque ce constat a été clair, la copie a été revue.

Jean-Philippe Calame, paroisse de l'Entre-2-Lacs, ne comprend pas très bien: le COD travaille depuis mai avec 30% de charge salariale en moins; il y a donc eu une diminution

Pierre Bonanomi, Conseil synodal, précise que ce budget est celui transmis par le COD.

Raoul Pagnamenta, paroisse de l'Entre-deux-Lacs, demande comment procéder avec les propositions de diminuer voire de supprimer la somme allouée aux cultes télévisés.

Jean-Claude Barbezat, paroisse de Val-de-Ruz, précise que, lors de son intervention, il avait interrogé le Synode quant à la diminution du poste concernant les cultes télévisés

à 40'000.-. il avait pensé que c'était suffisant pour que le Synode vote sa proposition puisqu'il n'y a pas dans le budget d'amendement possible.

Le président soumet au vote la demande de modification du budget concernant les cultes télévisés (40'000.- au lieu de 60'000.-) de Val-de-Ruz. Il l'oppose à la proposition de l'Entre-2-Lacs de tout biffer.

Vote: 20 oui et 3 non. La proposition de ramener à 40'000 est acceptée; elle est opposée à la proposition du budget.

Vote: 24 soutiennent la proposition de 60'000.- et 19 soutiennent les 40'000.-.

La proposition de 60'000 francs est acceptée.

Vote d'ensemble: le rapport est accepté à la grande majorité.

4. Rapport n° 1 du Conseil synodal sur les changements constitutionnels induits par la réorganisation en services cantonaux

Rapporteur : Barbara Borer

La conseillère synodale précise que c'est la deuxième lecture de ce rapport. Il s'agit des changements constitutionnels induits par le changement de structures: les anciens services cantonaux sont remplacés par les services cantonaux, dont la coordination est confiée à une responsable. Elle corrige la résolution No 2 qui contient une erreur qui doit être rédigée ainsi: "Le Synode convoque l'assemblée générale...."

Discussion sur l'entrée en matière

Elisabeth Reichen, paroisse de Neuchâtel, demande comment, étant donné qu'il n'y a plus de services cantonaux et dès lors que le service "Théologie et formation" n'a plus de voix au Synode, ce service pourra reconstruire par les paroisses.

Barbara Borer, Conseil synodal, explique qu'il est difficilement envisageable que des personnes concernées par les décisions prises au Synode soient en même temps députées. La visibilité peut se faire autrement qu'en participant au Synode. C'est au service lui-même de "faire sa pub", de se "rendre indispensable", car des moyens de communications existent dans l'EREN.

Sœur Pascale, communauté de Grandchamp, a besoin d'éclaircissement: si les services cantonaux dépendent du Conseil synodal, les paroisses qui auraient des questions les concernant, doivent-elles doivent passer par le Conseil synodal ?

Barbara Borer, Conseil synodal, répond que les députés et les paroisses qui ont des questions peuvent les poser directement à la responsable des services cantonaux. Toutefois, la relation des activités de ces services fait partie du rapport annuel du Conseil synodal ainsi que du budget: il est également possible de poser des questions par ce biais.

Vote sur l'entrée en matière: est acceptée à une grande majorité

Vote résolution 1: est acceptée à une grande majorité

Vote résolution 2 corrigée: est acceptée à une grande majorité

Vote d'ensemble: est acceptée à une grande majorité

5. Rapport n° 2 du Conseil synodal sur le CSP

Rapporteur : David Allisson

Le conseiller synodal présente le rapport, qui est un document intermédiaire concernant la situation financière du Centre social protestant (CSP). La question a demandé un soin dans les discussions entre le Conseil synodal et le CSP et le groupe de travail n'a pas pu achever, à ce jour, les propositions concernant l'avenir de la situation institutionnelle du CSP. Le Conseil synodal demande au Synode de manifester son appui au CSP en décidant de son financement à hauteur de 317'600.-. Les travaux du groupe de travail se poursuivent et permettront de revenir au Synode pour le complément en juin 2013.

Yvan Peter, paroisse de Neuchâtel, mentionne qu'après une longue discussion en paroisse, il n'a pas été possible de se mettre d'accord pour savoir s'il fallait intervenir au niveau des résolutions. Il prie, en son nom propre, le groupe de travail du Conseil synodal, de ne pas laisser tomber le CSP.

Delphine Collaud, paroisse de Neuchâtel, dit qu'il lui semble que l'an passé, la diminution de la subvention du CSP était compensée par un soutien de Philip Morris. Est-ce toujours le cas cette année?

Françoise Ducommun, paroisse de la Chaux-de-Fonds, demande si le CSP a à nouveau fait une demande de soutien à Philip Morris, et si cela sera fait dans les années à venir. Son Conseil paroissial tient à souligner qu'il est très sensible à l'aspect social du CSP et a le souci que le lien entre l'EREN et le CSP soit maintenu. La paroisse acceptera l'entrée en matière ainsi que les résolutions proposées.

David Allisson, Conseil synodal, salue la présence de M. Pierre Borer, directeur du CSP; des contacts ont été pris et maintenus entre le CSP et Philip Morris. Une somme importante a été versée en 2011, une demande a été faite pour 2012, un montant de 90'000.-, qui a été versé. Il y a aussi la générosité de donateurs et de diverses organisations et fondations régulièrement sollicitées par l'équipe de direction du CSP. Ces questions de financement sont importantes, mais c'est du financement de l'EREN et dont le Synode parle: il s'agit de reconnaître le CSP comme un acteur de notre action sociale, de la diaconie de notre Eglise.

Il y a quelques années, le financement de l'EREN tournait aux alentours de 600'000 à 700'000.-, mais depuis, l'EREN, dans son ensemble, a connu les difficultés que l'on sait et un accord entre le Conseil synodal et le CSP a été passé: ce montant est celui sur lequel se sont mis d'accord le Conseil synodal et le CSP.

Une chose est claire: le groupe de travail estime que le CSP est nécessaire dans le paysage d'entraide neuchâtelois. Il y a des spécificités dans le travail du CSP auxquelles le groupe de travail tient. Le CSP, à l'avenir, peut rester constitutif de l'EREN ou acquérir une personnalité juridique propre. La question sera donc de savoir quel sera le lien entre l'EREN et le CSP.

Vote sur l'entrée en matière: est acceptée à une grande majorité

Vote résolution 1: est acceptée à une grande majorité

Vote résolution 2: est acceptée à une grande majorité

Le président signale que la paroisse de la Côte présente une résolution supplémentaire qui sera défendue par le pasteur Daniel Mabongo.

Daniel Mabongo, paroisse de la Côte, propose une résolution qui a la teneur suivante: "En cas de non maintien du CSP au sein de l'EREN, le Synode charge le Conseil synodal d'étudier comment l'EREN définira à l'avenir son action auprès des personnes

en situation de fragilité". Le texte du rapport évoque cette possibilité et il s'agit de garantir à cette réflexion la dimension institutionnelle.

Phil Baker, paroisse de Val-de-Ruz, dit qu'il lui semble que cette résolution arrive 6 mois trop tôt: car si dans 6 mois, le Conseil synodal vient avec un rapport qui propose que le CSP sorte de l'EREN, la discussion aura lieu à ce moment-là.

Frédéric Jakob, paroisse de la BARC, en son nom propre, travaillant au CSP, précise que le travail de CSP est une diaconie professionnelle qui se fait en parallèle avec la diaconie dans l'EREN (diacres). Si en juin, la proposition est faite d'octroyer une personnalité juridique propre au CSP, cela ne changera pas la collaboration et les 2 formes de diaconie continueront comme actuellement.

Daniel Mabongo, paroisse de la Côte, dit que la paroisse a peur qu'en juin cela soit 6 mois trop tard. Il conviendrait de savoir ce qu'il faudra faire.

David Allisson, Conseil synodal, assure que la question du lien entre le CSP et le Conseil synodal fait bien partie des discussions; une convention régissant ces rapports fera partie des éventuelles propositions du rapport de juin.

Daniel Mabongo, paroisse de la Côte, accepte, avec cette assurance, de retirer la résolution supplémentaire.

Vote d'ensemble: le rapport est accepté à une grande majorité

6. Rapport n° 3 du Conseil synodal relatif à la promotion du bénévolat en Eglise

Rapporteur : Claire-Lise Mayor-Aubert:

La conseillère synodale cite la première épître aux Corinthiens sur la diversité des dons. En 2008, le Synode avait décidé de promouvoir le bénévolat. Le Synode a repris ce thème lors de sa session de juin 2011 lorsqu'il a, de lui-même, demandé au Conseil synodal de présenter des objectifs visant cette promotion. Le Conseil synodal en a fait un point particulier de son programme de législature. Si certaines paroisses, depuis 2008, ont suivi le pas pour cette promotion, d'autres ont ressenti un certain désarroi quand il s'agit de recruter, de motiver et d'encourager les bénévoles.

Beaucoup donnent sans avoir besoin d'une reconnaissance particulière, d'autres en revanche ont besoin d'une reconnaissance et qu'il soit pris acte de leur engagement. Les paroisses ont besoin d'un soutien pour qu'elles soient en mesure de recenser leurs bénévoles, d'identifier leurs besoins, les compétences qui leur sont nécessaires et les moyens de valoriser ceux qui les leur offrent.

Il ne faut pas négliger le fait que chacun ne peut offrir le meilleur de ce qu'il a que dans son domaine de compétence. Pour cela, il est important d'identifier ce dont une paroisse a besoin afin qu'elle puisse offrir à chacun ce qui lui correspond le mieux. Certaines activités sont épisodiques, mais d'autres demandent un grand investissement. La personne qui s'engage dans une activité doit savoir ce que l'on attend de lui (elle) et ce que cela représentera comme investissement personnel. L'EREN a pour cela des choses à offrir: une reconnaissance, des formations voire des attestations qui pourraient permettre à ceux qui le souhaiteraient de compléter leur curriculum vitae dans un cadre professionnel. Pour que cela devienne réalité et que personne ne soit oublié, les paroisses doivent connaître tous leurs bénévoles, le champ d'action de chacun et leurs besoins propres (Un accompagnement spirituel serait-il le bienvenu? Une convention devrait-elle être rédigée? Une attestation serait-elle utile? Le cadre offert est-il utile? etc.). Marquer sa reconnaissance (diverses formes sont possibles), interpellier le responsable des ressources humaines pour obtenir des conseils sont tant de ressources dont l'EREN dispose et qui peuvent être mobilisées dans de multiples cas individuels à la demande

des paroisses. Le Conseil synodal pense que ces mesures ne suffisent pas au vu du manque de forces vives, du vieillissement des bénévoles actuellement actifs et de la pénurie ministérielle. Il propose au Synode de tenter une expérience de trois ans. Elle vise à renforcer nos pôles multiplicateurs des bénévoles, à les intégrer dans le développement de l'Eglise et à garantir des conditions d'activités attractives en garantissant la reconnaissance des bénévoles actifs dans notre institution. C'est la raison pour laquelle le Conseil synodal propose d'accepter le projet d'engager un animateur pour promouvoir le bénévolat. Il pourrait accompagner les responsables des bénévoles paroissiaux, analyser les besoins des paroisses en termes de formation. Il pourrait créer des liens avec l'Association des bénévoles et bien d'autres possibilités. Cela représente un poste à mi-temps de janvier 2013 à décembre 2015, auquel seront ajoutés les frais relatifs à cette fonction. Une paroisse bernoise propose un financement de 20'000 francs pour ce poste. En juin 2015, une évaluation sera faite selon les critères décrits dans le rapport.

Le président ouvre la discussion d'entrée en matière.

Frédéric Jakob, paroisse de la BARC, estime qu'une communauté vivante se renouvelle tous les jours et son bénévolat aussi. On a découvert dans la société civile que le bénévolat développe un sentiment d'appartenance, une identité, une capacité individuelle et un esprit de service. Des services que l'Eglise sait développer depuis toujours. Mais dans la paroisse de la BARC, il semble utile de retrouver ces sentiments, car depuis 2011, les bénévoles manquent. Ce projet du Conseil synodal propose une approche en Eglise, plus collective, moins individualiste. Il permet de mieux soutenir nos volontaires, les encourager. La paroisse de la BARC soutient l'entrée en matière.

Vincent Schneider, paroisse de la Chaux-de-Fonds, a trouvé, dans ce rapport, des propositions intéressantes: inventaire des bénévoles, besoin de formation, etc. Il répond bien à la résolution 162c et la paroisse de la Chaux-de-Fonds entrera donc en matière bien qu'il ait plus de doutes, à titre personnel, sur l'utilité d'un animateur.

Raoul Pagnamenta, paroisse de l'Entre-2-Lacs, dit que pour sa paroisse, le bénévolat est quelque chose d'important. Aussi, il remercie le Conseil synodal de sa réflexion à ce sujet. Par contre, il n'est pas très convaincu par le projet d'un responsable de la recherche des bénévoles, car c'est par un contact direct qu'il y a le plus de chance d'en trouver. La solution semble répondre à la difficulté de rechercher des bénévoles, mais est onéreuse.

Sylvie Barth, paroisse des Hautes-Joux, dit que, pour sa paroisse, cela paraît incongru d'engager du personnel vu la situation financière de l'EREN. Elle est bien consciente du besoin, mais finalement les bénévoles s'engagent et effectuent des tâches au service du Christ et la notion de faire des contrats lui semble superflue. Néanmoins, la paroisse des Hautes-Joux entrera en matière car il semble intéressant d'encourager et de valoriser le bénévolat.

Jacqueline Lavoyer, paroisse du Joran, a pris connaissance de ce rapport avec intérêt et remercie le Conseil synodal pour ce rapport clair et concis. Elle partage complètement l'intention générale telle que définie au point 2: " valider le bénévolat, encourager les bénévoles et proposer à ceux qui le désirent des formations". Elle partage aussi l'intention du Conseil synodal d'harmoniser les pratiques, parce que cela apporte une meilleure visibilité. Il ne s'agit pas simplement d'une ressource supplémentaire et il en va de la capacité des permanents d'accueillir ces élans. La paroisse du Joran a déjà mis en place plusieurs de ces éléments et l'expérience permet de voir qu'une convention rassure certains bénévoles, les motive; plusieurs ne se seraient peut-être pas engagés si une convention n'avait pas été passée. Si un poste de responsable du bénévolat voit le jour, la paroisse souhaiterait avoir auparavant un état des lieux de chaque paroisse afin que la

suite du processus puisse se faire en fonction des besoins de chaque paroisse. Dans ce travail, les services cantonaux pourraient être un bon interlocuteur.

Catherine Bosshard, paroisse de Neuchâtel, se demande comment les bénévoles, issus des paroisses, pourront être trouvés et encouragés par un professionnel externe. Elle relève en revanche l'intérêt de l'encadrement cantonal (formation des téléphonistes, des jeunes moniteurs, des visiteurs, des prédicateurs laïcs). Malgré cela, le bénévolat devenant un défi pressant, pourquoi ne pas tenter cette expérience sur trois ans avec évaluation, voire répartir cette somme entre les paroisses qui en aurait besoin ? La paroisse de Neuchâtel entrera en matière.

Esther Berger, paroisse de la Chaux-de-Fonds, dit que sa paroisse salue ce rapport. Elle a été heureuse de découvrir qu'elle pouvait demander l'aide des services cantonaux. Par contre, elle a été surprise de voir qu'il existe un dossier bénévolat qui est remis au responsable des bénévoles de chaque paroisses. Malheureusement, la paroisse de la Chaux-de-Fonds n'a pas de permanents et seuls des laïcs s'occupent des bénévoles. Une vive discussion a eu lieu en paroisse pour savoir s'il était nécessaire d'entrer en matière, puis la paroisse a préféré travailler les résolutions. Certes, il faut valoriser le bénévolat, mais ce n'est pas un poste cantonal qui fera ce travail, c'est à chaque paroisse de faire la promotion sur son terrain.

Rico Gabathuler, paroisse de la Chaux-de-Fonds, à titre personnel, aimerait quelques clarifications concernant le fait que le responsable prenne contact directement avec les bénévoles, car il lui semble que c'est à la paroisse de le faire. Mais pour toutes les autres tâches (formations, contacts avec l'ASBEIS, création de voies de communication, etc.), c'est important que cela soit fait sur le plan cantonal. Il va voter l'entrée en matière.

Jacques Peter, paroisse du Joran, à titre personnel et ayant entendu parler des soucis financiers des services cantonaux, se demande s'il y aura licenciement d'une personne des services cantonaux si ce poste est créé.

Delphine Collaud, paroisse de Neuchâtel, entend parler de la suppression de 10 à 15 postes. Elle se demande si c'est le bon moment de créer un mi-temps.

Jacqueline Lavoyer, paroisse du Joran, trouve toujours dommage de jouer les postes cantonaux contre les postes paroissiaux. Bien sûr que c'est important d'être proche des gens, de discerner leurs charismes, de faire fructifier, ça c'est le rôle des paroisses. Mais réfléchir à des conventions type, ça c'est un travail au niveau cantonal. C'est dans la justesse de l'articulation entre les aspects paroissiaux et cantonaux que cela se jouera.

Claire-Lise Mayor-Aubert, Conseil synodal, pense qu'effectivement il ne s'agit pas de jouer les postes paroissiaux contre les postes cantonaux. Il s'agit de travailler ensemble dans une grande complémentarité. Elle comprend bien le souci des paroisses qui revient à chaque synode, mais cite l'exemple du responsable cantonal de la catéchèse, qui a permis de mettre en place une formation dont chacun tire un bénéfice évident.

Elle aimerait relever quelques points inexacts: ce n'est pas l'animateur qui recherchera des bénévoles, il sera là pour soutenir les paroisses qui le souhaiteraient, mais il devra tenir compte d'un état des lieux des paroisses. Concernant le financement paradoxal de ce poste en ce temps difficile financièrement, elle estime qu'il s'agit d'un travail qui nécessite une compétence. Il faut alors qu'il soit reconnu et encadré. Elle évoque la situation d'une dame mentionnant qu'elle a fait la cuisine dans les camps de caté pendant 10 ans, puis à laquelle sa paroisse n'a plus rien demandé. Cette personne n'a plus rien fait durant 5 ans. Chaque paroisse doit s'occuper de ses bénévoles de manière tellement assidue qu'elle n'ait pas besoin de ce responsable cantonal.

Pour répondre à la question de M. Jacques Peter: il n'est pas encore défini si ce poste demandera l'abandon de quelque chose puisque le groupe de travail devra encore y réfléchir; à ce dernier de mettre en place des stratégies en vue d'une harmonisation permettant à chacun d'offrir aux bénévoles une aide. C'est essentiel que ce service soit proposé, évitant que chaque conseil de paroisse réfléchisse à la manière d'encadrer ses bénévoles. Par contre, un contact dans chaque paroisse sera essentiel pour transmettre les besoins, la manière de faire pour chercher et surtout garder les personnes. La conseillère synodale n'a pas du tout entendu parler d'une diminution de 10 à 15 postes: l'idée est que l'animateur soutienne les paroisses dans ses contacts avec ses bénévoles; il ne rencontrera pas seul les bénévoles et ne représentera pas la paroisse. Si la paroisse ne souhaite pas sa présence, elle n'y sera pas obligée.

Françoise Ducommun, paroisse de la Chaux-de-Fonds, en son nom, a beaucoup aimé l'exemple de Mme Mayor-Aubert (la bénévole qu'on ne demande plus et qui n'a pas été remerciée): il est vrai que chaque paroisse a une responsabilité vis-à-vis des personnes engagées. Elle se demande combien de bénévoles travaillent dans les paroisses dans l'ensemble du canton, combien de domaines de bénévolat existent, et dès lors comment va procéder le responsable cantonal: c'est souvent par le bouche à oreille que cela se passe et non par une annonce.

Jean-Claude Barbezat, paroisse de Val-de-Ruz, en son nom, réagit quant à une petite remarque de Mme Mayor-Aubert qui semble n'avoir jamais entendu parler d'une diminution de 10-15 postes, il lui suffit d'aller dans la planification financière du rapport du Conseil synodal.

Le président procède au vote sur l'entrée en matière.

Elle est accepté (35 oui 6 non 1 abstention)

Discussion de détail:

La paroisse de la BARC propose un amendement: ".....Il demande à chaque paroisse de nommer un responsable du bénévolat".

Frédéric Jakob, paroisse de la BARC, défend l'amendement: il explique qu'une paroisse vivante s'organise comme elle peut avec ses anciens et pasteurs. Elle recrute, soutient ses membres mettant à son service un responsable du bénévolat. Le Synode aura deviné qu'il ne parle pas là de la paroisse de la BARC. Dans ce contexte, il faut avoir un relai en la personne de responsable du bénévolat. Accompagner, encadrer de nouveaux bénévoles dans des contrats spécifiques semble être une responsabilité à instituer en paroisse.

Jean-Philippe Calame, paroisse de l'Entre-2-Lacs, dit qu'il lui semblait que, il y a quelques années, les diacres s'étaient donné comme tâche de soutenir le bénévolat dans l'Eglise. Alors, plutôt que d'imaginer une personne de plus, ne serait-ce pas leur travail? Est-ce que le diaconat s'est tellement spécialisé qu'il ne peut plus assumer la tâche de soutenir le bénévolat? Qu'est devenu leur ministère? Pendant des années, c'était leur travail que de soutenir les bénévoles et d'être des stimulateurs du bénévolat.

Vincent Schneider, paroisse de la Chaux-de-fonds, est assez peu intéressé par cette obligation des paroisses de nommer un responsable du bénévolat. Car chaque activité a un responsable.

Jacqueline Lavoyer, paroisse du Joran, pense que, dans la suite logique, c'est indispensable de lier les 2 éléments car il faut que chaque paroisse ait un responsable des bénévoles pour faciliter le travail du responsable cantonal.

Pascal Delorenzi, paroisse de la Chaux-de-Fonds, a de la peine avec cet amendement et cette résolution car il pense que c'est à chaque paroisse d'organiser la manière de suivre ses bénévoles. Il est aussi inquiet de l'augmentation de bureaucratie qui est imposé aux paroisses (recenser, structurer, ...). Un certain nombre d'activités sont faites pour reconnaître les bénévoles, mais il pense que c'est beaucoup plus concret si cette reconnaissance vient de la paroisse que du responsable cantonal (par exemple: organiser une journée cantonale).

Karin Phildius, paroisse des Hautes-Joux, en son nom propre, pense que cela permet de clarifier qui fait quoi. C'est du domaine des paroisses de se structurer.

Yves Bourquin, paroisse du Joran, en son nom propre, observe que la discussion parle de cas particuliers dépendant de la configuration des paroisses. Si le Synode trouve important d'aller dans le sens de valoriser le bénévolat, chaque paroisse devrait avoir un responsables des bénévoles.

Le président met au vote la résolution amendée:

Elle est refusée (14 oui, 30 non)

Le président met au vote résolution 1:

Elle est acceptée (21 oui, 20 non, 4 abstentions)

Le président met au vote l'ensemble du rapport

Il est accepté (26 oui, 11 non, 8 abstentions)

Le président, dans les 20 minutes restantes, propose de prendre le point 8 (rapport No 5).

7. Rapport n° 5 du Conseil synodal sur la demande de la Fondation Visage Protestant d'augmenter le prix de l'abonnement annuel pour les paroisses du journal La Vie Protestante

Rapporteur : Laurent Vuarraz

Chacun a pu lire le rapport: de la Fondation "Visage protestant", qui a déployé beaucoup d'énergie et de talent depuis 2008 afin que les églises protestantes de l'arc jurassien conservent une publication de qualité. Cette fondation a le souci d'équilibrer ses comptes, car il en va de la pérennité de la publication; elle a pris contact avec l'EREN afin de trouver une solution. L'abonnement actuel de la Vie Protestante (VP) est fixé depuis 4 ans à 7.20. Cette somme, tout-à-fait adéquate à l'époque, ne permet plus aujourd'hui de boucler de façon équilibrée les résultats financiers. Il est donc nécessaire d'adapter le prix du titre et de passer le prix de l'abonnement à 10.-. Grâce à l'effort de l'équipe de la VP, à leur enthousiasme, aux efforts de rationalisation qui seront faits en 2013, il est prévu au niveau de la fondation que la situation s'améliore dans le courant de l'année prochaine.

Le Conseil synodal remercie vivement la fondation de son travail et de son action pour équilibrer ses compte et soutient l'augmentation de prix demandée, car elle correspond à un besoin réel. Mais ce qui est certain aussi au niveau de la VP, c'est que le futur ne manque pas d'avenir! L'avenir du journal, les choix rédactionnels, la définition les risques liés au coût et les réflexions plus globales sur les changements de la communication au niveau romand sont autant de questions qui interrogent les Eglises de Suisse romande sur la nécessité de réfléchir au développement d'un titre commun. Rien de nouveau sous le soleil d'ailleurs: en 1989 déjà, quelques étudiants de la faculté de théologie avaient organisé des stands dans le but louable de sauver la VP romande! Les réflexions romandes se font de manière transparente, ouverte, entre toutes les Eglises cantonales et bien entendu avec tous les partenaires. Aujourd'hui, cette augmentation est nécessaire à court terme; elle est légère, mais ce n'est pas la seule piste.

Le président ouvre la discussion sur l'entrée en matière: la parole n'est pas demandée.

L'entrée en matière est donc acceptée.

Le président ouvre la discussion de détail, la parole n'est pas demandée.

Le président soumet au vote la résolution 1: elle est acceptée

Le président soumet au vote la résolution 2

Jean-Claude Allisson, paroisse du Joran, souligne que le rapport était clair. Le conseil paroissial du Joran a été très heureux de voir que la formule en 2 cahiers a rencontré un franc succès. Il a donc voté sans aucun problème l'augmentation de prix. Mais dans la suite à donner, entre autre, le Conseil synodal participe à des discussions romandes autour de pistes concrètes (synergies dans le cadre de la communication). L'idée d'un journal romand fait partie de ses discussions. La paroisse du Joran a pensé que c'est dans cette direction que l'avenir doit être envisagé avec un journal en 2 cahiers: 1 romand et 1 cantonal. C'est la raison pour laquelle, il demande de concentrer les efforts sur le plan romand. C'est ce que proposera un amendement.

Laurent Vuarraz, Conseil synodal, remercie la paroisse du Joran de son enthousiasme. Il n'est pas utile d'aller dans ce sens, mais avec respect des autres partenaires en se laissant une marge de manœuvre.

Jean-Claude Allisson, paroisse du Joran, à titre personnel, dit qu'il lui paraît que mener une réflexion qui démarre de ce cadre actuel lui paraît superflue.

Le Conseil synodal fait sienne la résolution amendée.

Le président soumet au vote la nouvelle résolution

Elle est acceptée (23 oui, 9 non, 8 abstentions)

Le président soumet au vote la résolution 2

Elle est acceptée (majorité évidente, 3 non 2 (abstentions)

Le président procède au vote d'ensemble

Le rapport est accepté à une large majorité

11h30 Interruption de séance pour le culte

11h45 Culte au Temple de Cernier

Le culte est présidé par la pasteure Alice Duport.

Joan Pickering et Véronique Tschanz Anderegg ont été installées dans leur fonction.

Le président du Conseil synodal prend congé de Florian Bille (excusé), Vincent Genzoni, Marc Morier et Marianne Chappuis

13h00 Repas

14h25 Présentation de la paroisse du Val-de-Ruz par son co-président, M. Pierre-André Guyot

Le président propose la motion oubliée lors du dernier synode. Il rappelle la règle concernant le traitement des motions, la présente motion étant parfaitement régulière.

Motion présentée par Jean-Pierre Emery

Elle concerne la modification de l'art. 97 du Règlement général et a été pensée en vue de davantage de clarté. Très souvent, au Synode, sont mentionnées des commissions synodales peu connues. La motion souhaiterait que le Synode connaisse ces commissions avant d'entrer en matière et d'avoir un échange à leur sujet.

Barbara Borer, Conseil synodal, propose de refuser cette motion pour 2 raisons. Il lui semble que c'est plutôt l'art. 118 qu'elle concerne; de plus, dans les rapports du Conseil synodal, ces commissions sont régulièrement mentionnées. Il semble qu'il serait lourd, à chaque session, de rappeler la composition de ces groupes et l'état de leurs réflexions.

Phil Baker, paroisse de Val-de-Ruz, au titre d'ancien président du Synode, signale que les 3 motions rédigées par le même signataire sont mal formulées. Les motions devraient être formulées "Le Synode charge le Conseil synodal...ou le Synode demande...". Le bureau du Synode aurait dû attirer l'attention des motionnaires sur cette question.

Le président répond que le bureau a attiré l'attention des motionnaires sur cette question, mais qu'ils n'ont pas voulu changer la forme. Le bureau du Synode a donc fait son travail. Il souhaiterait que le débat ait lieu sur le fond et non sur la forme.

Jean-Pierre Emery répond qu'effectivement, il serait laborieux que le Synode se prononce sur chaque commission, mais il serait nécessaire que le Synode soit au courant des commissions existantes et de ce qu'elles font.

Le président procède au vote.

La motion est refusée (7 oui, 21 non, 14 abstentions)

8. Rapport n° 4 du Conseil synodal sur son organisation

Rapporteur : Mme Barbara Borer

La conseillère synodale dit que certains se sont peut-être étonnés de voir déjà un nouveau rapport concernant le fonctionnement du Conseil synodal alors que l'assemblée générale de l'Eglise n'acceptait pas cette proposition à 5 personnes il y a quelques mois. Avec ce rapport, le Conseil synodal est conscient de faire preuve d'un certain "culot". Mais l'organisation de l'exécutif lui paraît représenter un enjeu si important pour le bon fonctionnement des instances de l'EREN qu'il a décidé de revenir rapidement devant le Synode avec ce sujet. Le Conseil synodal a bien sûr analysé les raisons de l'échec en première votation. Il en a retiré les éléments suivants et y a apporté une réponse dans le rapport présenté aujourd'hui.

La mise en danger de la majorité de laïcs par rapport aux ministres au sein du Conseil synodal: le Conseil synodal pense que l'enjeu ne réside pas dans la garantie absolue d'une majorité de laïcs dans l'organe exécutif de notre Eglise. En plus des compétences personnelles et de gestion avec lesquelles chaque membre du Conseil contribue au bon fonctionnement, le Conseil synodal, dans son ensemble, reconnaît bien sûr des compétences théologiques à ses membres laïcs. Mais il pense que ce sont les pasteurs qui sont appelés à conduire l'Eglise dans sa mission d'évangélisation au vu de leur expérience de l'interprétation du fait religieux. Pour rétablir l'existence d'une diversité dans

ce domaine, cette tâche ne saurait être confiée au seul président du Conseil synodal. La règle que 2 pasteurs siègent au Conseil synodal doit donc être intangible. Le fait qu'un diacre ou permanent laïc puisse être élu à la place d'un laïc, ne fait pas encore de l'EREN une institution cléricale.

Le risque de concentration de l'autorité: pour le conseil synodal, ce n'est pas le nombre de personnes chargées d'exercer la gouvernance de l'institution qui détermine la qualité ou l'adéquation. Plusieurs autres éléments influencent fortement la façon dont l'institution est conduite: l'organisation interne de chaque instance, une culture de prise de décision démocratique, La définition claire du rôle, la répartition des tâches entre les instances, la confiance réciproque sont des aspects tout aussi fondamentaux pour le bon fonctionnement de toute l'institution.

Une augmentation du coût de fonctionnement: le Conseil synodal maintient sa proposition de préciser la rémunération des conseillers synodaux et présente plusieurs tableaux comparatifs dans le rapport, qui établissent que le changement de rémunération liée à la diminution du nombre de membres du Conseil synodal n'entraîne pas une augmentation significative des coûts. La principale nouveauté réside dans le fait qu'une paroisse qui met à disposition un ministre bénéficie d'un remplacement pour le pourcentage de poste prêté au Conseil synodal.

Sur la base des éléments ci-dessus, le Conseil synodal a élaboré différents scénarios. La situation actuelle à 9 membres fixée par le règlement a montré ses limites depuis de nombreuses années. Le Conseil synodal se permet d'insister sur le fait que cette option est devenue irréaliste. La tâche de conseiller synodal pourrait devenir une sorte de passage obligé pour les pasteurs, ce qui ne serait pas très favorable à la motivation individuelle et à la dynamique de groupe. D'autre part, le Conseil synodal a constaté à de nombreuses reprises ces dernières années qu'il est difficile d'envisager qu'un ou une pasteur, un ou une laïc s'engage au Conseil synodal pour plus de 2 législatures. Le rythme des remplacements devient aussi plus soutenu, ce qui renforce encore le problème. En cela l'Eglise ne vit pas des choses différentes de ce qui se passe dans la société.

Le Conseil synodal a étudié la solution à 7 membres: cette solution intermédiaire ne lui paraît pas beaucoup plus réaliste que la solution à 9 membres. Le problème du tournus entre les pasteurs n'est pas résolu. Le nombre de personnes engagées par la direction de l'institution en rapport au nombre de personnes employées par l'institution semble toujours disproportionné.

Le Conseil synodal s'engage donc clairement pour un Conseil synodal à 5 membres, ce qui à ses yeux est une proposition raisonnable et réaliste et qui offre les avantages suivants: cette organisation permet une réactivité plus grande et de la souplesse dans les objets soumis au conseil synodal. Le travail est organisé par dossiers répartis entre les conseillers synodaux selon leurs compétences et leur disponibilité. Le travail en transversalité et en collégialité est renforcé. Le travail du Conseil synodal est aussi soutenu par les collaborateurs du secrétariat général, des ressources humaines, de la communication et des services cantonaux. Il est simple de confier une grande partie des tâches opérationnelles à ses collaborateurs. Il souhaite garder un lien étroit et direct avec les paroisses. Il demande donc au Synode d'accepter de reprendre le débat, de se faire une opinion et de la présenter ensuite une nouvelle fois devant l'assemblée de l'Eglise. Il en va de la crédibilité des instances de l'EREN, de sa capacité à se réorganiser et de poser les structures les mieux aptes à la conduire dans les changements inévitables.

Delphine Collaud, paroisse de Neuchâtel, ne souhaite pas entrer en matière car il s'agit de respecter la décision de l'assemblée de l'Eglise. Elle a même vu certains paroissiens très fâchés qu'on repose la question.

Catherine Bosshard, paroisse de Neuchâtel, peut bien entendre ce qui vient d'être dit par D. Collaud, mais la plupart des députés de Neuchâtel entreront en matière et accepteront la proposition à 5 membres, d'une part parce que le Conseil synodal s'est entouré de spécialistes, et d'autre part parce qu'il est difficile de trouver des personnes motivées (ministre ou laïc) pour entrer au Conseil synodal.

Jacques Peter, paroisse du Joran, dit que la paroisse s'était clairement prononcée pour une solution à 7 membres pour garder une meilleure diversité théologique et un meilleur équilibre entre salariés et bénévoles. Le Conseil paroissial a été surpris de voir ce rapport, comme si on lui servait deux fois le même menu; il garde la volonté qu'il soit maintenu une majorité de non-salariés au sein du Conseil synodal sans revenir sur les éléments déjà développés. Il va entrer en matière, mais en demandant qu'il reste une majorité de non-salariés. Il se pose aussi les mêmes questions que la pasteure Collaud concernant l'assemblée générale de l'Eglise: il sera difficile d'expliquer aux paroissiens lors de l'assemblée générale, pour quelle raison la question est posée à nouveau.

François Aubert, paroisse des Hautes-Joux, dit que le Conseil paroissial a pris connaissance de la proposition du Conseil synodal qui lui paraît tout-à-fait raisonnable. En fait, lors de l'Assemblée générale, c'est le sentiment d'une concentration du pouvoir au sein du Conseil synodal, s'additionnant aux ressources humaines et secrétariat général, qui a induit une crainte que cela nuirait au processus démocratique. Il espère qu'avec une réflexion plus approfondie, cela aidera à faire passer ce nouveau projet.

Jean-Philippe Calame, paroisse de l'Entre-2-Lacs, est peiné de voir que, dans le rapport, il y ait une sorte de soupçon lancé quant à la qualité des assemblées de paroisse, puisqu'il est dit qu'à part deux paroisses qui sont bien notées, dans les autres, il y aurait eu délit d'influence. Il aimerait témoigner que dans la paroisse de l'Entre-2-Lacs, il y a eu une bonne information et un bon débat et que l'assemblée a fait preuve d'une grande maturité. Il y a eu une longue discussion nourrie, beaucoup de questions. Le sentiment général qui dominait était que l'objet a été bien traité.

Françoise Ducommun, paroisse de la Chaux-de-Fonds, a eu la même réaction que Delphine Collaud. Néanmoins, elle comprend les raisons qui font qu'il faut aller de l'avant et adapter les structures. Pourtant, lorsque le Synode avait défini la répartition des conseillers synodaux, c'est sans doute qu'il avait entre autre estimé que les préoccupations de la base des paroissiens, qui travaillent non pas dans l'Eglise, mais dans la société, soit représentée et entendue. Elle constate que, face à des pasteurs, les laïcs hésitent à s'exprimer, ont de la peine à faire passer leurs idées. En réduisant le nombre de laïcs au-dessous du nombre de ministres, il serait dommageable de perdre cet éclairage issu de la base. Dans le cas d'un Conseil synodal à 5 membres, il serait indispensable de conserver une majorité laïque (minimum 3 laïcs).

Par ailleurs, dans une Eglise où les membres sont en constante diminution, les tâches du Conseil synodal restent extrêmement importantes. Si un Conseil synodal à 9 membres fonctionne à 5 voire 6, que dire d'un Conseil synodal à 5 membres? C'est leur faire porter une charge excessivement lourde. C'est courir le risque d'avoir toujours plus de difficulté de trouver des candidats. Comme il devient de plus en plus difficile de trouver des ministres, alors il est indispensable de garder des laïcs. Un argument souvent entendu est que le Conseil n'est plus au complet depuis plusieurs mois: mais pourquoi se bloquer avec un article constitutionnel? De plus, s'il est difficile de trouver des laïcs, il est tout aussi difficile de trouver des ministres (le Conseil actuel fonctionnera en janvier avec un

seul ministre: le président). Comment fera-t-il pour assumer l'ensemble de ses tâches s'il est décimé? Elle choisira un Conseil synodal à 7 membres qui permettra de garantir la double présence pastorale et de maintenir la majorité laïque souhaitée. Elle proposera un amendement.

Gabriel Bader, pour le Conseil synodal, comprend le souci de retourner devant l'Assemblée de paroisse, mais estime qu'il faut aujourd'hui se mettre face à la réalité: l'Eglise n'a pas le choix. Elle doit entrer en matière puisque la situation vécue actuellement n'est pas réglementaire. Cela sera peut-être difficile à expliquer, mais ce ne serait pas la première fois que l'Eglise vivra des choses difficiles. Quant à la critique du système démocratique: il est un outil et jamais un but en soi. On a tout-à-fait le droit d'émettre une critique sans remettre en cause l'aspect institutionnel démocratique.

Le président procède au vote sur l'entrée en matière

Elle est acceptée par une majorité évidente

Le président précise que les amendements ne sont pas de même nature et seront donc traités séparément.

Pour la résolution 1, il y a 2 amendements.

Amendement du Joran défendu par M. Jacques Peter.

Pour la paroisse du Joran, il paraît essentiel qu'il y ait au Conseil synodal une majorité de non-salariés. C'est un choix important: comment quand on sait que la décision à prendre aura un effet direct sur la personne qui la prend? C'est vrai que c'est un choix d'Eglise: il y aura peut-être un affaiblissement théologique si un jour il n'y a qu'un pasteur au Conseil synodal, mais c'est le Synode qui élit et il y aura peut-être des circonstances où il sera content qu'il n'y ait plus qu'un pasteur au sein du Conseil synodal.

Gabriel Bader, Conseil synodal, dit que la distinction que fait le Joran n'est pas une distinction entre laïc et ministre mais salarié ou non salarié. A ce propos, il semble au Conseil synodal que le débat tourne beaucoup plus autour de la question de savoir combien de personnes au Conseil synodal sont salariées dans une autre fonction de l'Eglise, car c'est à ce moment-là qu'il peut y avoir conflit d'intérêt (par exemple: un pasteur de paroisse et conseiller synodal).

Cela signifie que le président du Conseil synodal est à plein temps pour le Conseil synodal et n'a pas d'autre intérêt à défendre que celui du Conseil synodal au service de l'institution. La solution proposée par le Conseil synodal, au contraire, garantit qu'il n'y ait pas plus de 2 personnes au Conseil synodal salariées dans une autre mission. Concernant la relativisation de l'importance d'avoir 2 pasteurs au Conseil synodal, le Conseil synodal maintient sa position car il pense que le président joue un rôle théologique qui demande une analyse exigée de tout pasteur. Il est étonné car aujourd'hui il semble aujourd'hui que certains demandent une direction plus pastorale de l'Eglise.

Vincent Schneider, paroisse de la Chaux-de-Fonds, dit être très content de la proposition du Joran. Un permanent laïc, de par son engagement passe dans le camp des ministres, mais est-il plus laïc que permanent? Il est sensible au fait qu'il est difficile de trouver plus de 5 conseillers synodaux. On pourrait alors dire: 2 pasteurs et 3 laïcs, mais il est important de ne pas exclure les permanents et les diacres. Il ne reste donc que la solution de risquer de n'avoir qu'un pasteur. Il n'a pas d'expérience de conseiller synodal, mais il lui semble que des ressources pour avoir un avis pastoral dans l'Eglise, il y en a. De plus, un pasteur pourrait aussi être en difficulté. Il pourrait y avoir d'autres solutions, mais cela lui paraît dommageable d'avoir une majorité de ministres au Conseil synodal.

Delphine Collaud, paroisse de Neuchâtel, se dit très est choquée d'entendre qu'il pourrait y avoir des conflits d'intérêts, car elle pensait que tous travaillaient sur le même bateau. Il lui semble qu'un Conseil synodal à 7 résout toutes les questions.

Le président procède au vote sur l'amendement du Joran.

L'amendement est refusé (17 oui, 19 non)

Amendement de la Chaux-de-Fonds défendu par Mme Françoise Ducommun

Elle n'a rien à ajouter.

Gabriel Bader, Conseil synodal, pense que la solution à 7 résout un certain nombre de problèmes, mais évite de parler d'un bon nombre de questions comme celle du rôle des laïcs dans le Conseil synodal, et du rôle des salariés, des non-salariés, du rôle de représentant des paroisses et du rôle de l'autorité. Le Conseil synodal regrette que le Synode n'ait pas le courage d'en parler. Il ne s'agit pas d'une situation conjoncturelle, mais d'une réalité: aujourd'hui, le Synode n'est pas même pas en mesure de proposer un sixième membre au Conseil synodal. Il faut prendre acte du changement de dimension et s'adapter en changeant de modèle. Il pense que la solution à 5 est adapté à notre institution, elle est donc la meilleure.

Yves Bourquin, paroisse du Joran, en son nom, désire poser une question au sujet du tableau récapitulatif et de la flexibilité de la charge du Conseil synodal: mis à part le président, est-ce que certains postes pourraient être à 20% et le bureau à 30% par exemple ? En maintenant l'idée de 7 membres, pourrait-il y avoir d'autres solutions?

Sœur Pascale, Communauté de Grandchamp, partage la réflexion suivante: lorsque M. Bader dit que la proposition à 7 évite de se poser la question des laïcs et des permanents dans le Conseil synodal, en est-il autrement de la solution à 5?

Gabriel Bader, Conseil synodal, explique que c'est un des points que le Conseil synodal a repris. Concernant la flexibilité, tout est possible, mais selon l'exemple vaudois, ce n'est pas très facile. Il aimerait dire que le Synode ne doit pas être dans l'illusion: certains travaillent à certaines époques et sur certains dossiers à 60, voire 70%. Il s'agit de travailler sur la question d'une rémunération qui honore le travail effectué. Si le Synode devait aller vers une solution à 7 membres, la rémunération serait un 20% et non un 30%.

Jean-Philippe Calame, paroisse de l'Entre-2-Lacs, aimerait une précision sur ce qui se vit. Il y a eu 2 amendements et selon le règlement général, il faudrait opposer les 2 amendements.

Le président précise que les 2 amendements ne sont pas de même nature. Il ne faut donc pas les opposer.

Yves Bourquin, paroisse du Joran, remercie beaucoup Gabriel Bader de son explication. Sa question portait moins sur la rémunération que sur la charge dont la paroisse bénéficiera pour le remplacement du ministre qu'elle accepterait d'envoyer.

Gabriel Bader, Conseil synodal, souligne qu'il faut alors être cohérent: si on accorde un 30% de remplacement pour un ministre, alors il faut admettre une rémunération de 30% pour un laïc.

Jacques Peter, paroisse du Joran, a un problème fondamental car d'un côté, on demande au Joran de découpler la discussion entre le nombre et la fonction, ce avec quoi il a été d'accord, mais maintenant, on revient sur la discussion parce que ceux qui sont favorables sur un Conseil à 7 membres disent automatiquement oui à un pasteur.

Le président n'ayant pas le texte sous les yeux n'avait pas vu cette subtilité. Il demande si la Chaux-de-Fonds est d'accord de ne parler que du principe, puisque la discussion a déjà eu lieu.

Gabriel Bader, conseil synodal, pense que l'amendement de la Chaux-de-Fonds a tout son sens: savoir si le permanent laïc remplace un pasteur dans une configuration à 5 ou dans une configuration à 7, c'est poser la question d'une majorité de permanents laïcs ou non.

Françoise Ducommun, paroisse de la Chaux-de-Fonds, précise qu'effectivement une des raisons pour laquelle elle défendait un Conseil synodal à 7 est que cela permet, même en gardant une majorité laïque, d'avoir 2 pasteurs.

Le président soumet au vote l'amendement

Il est accepté (28 oui, 17 non, 2 abstentions)

Résolution 2

Elle est acceptée car non combattue

Le président procède au vote d'ensemble du rapport

Il est accepté à une majorité évidente (3 abstentions)

9. Rapport n° 6 du Conseil synodal concernant la politique salariale

Rapporteur : le pasteur Gabriel Bader

Le conseiller synodal va parler de politique salariale qui concerne les pasteurs, les diacres, les permanents laïcs, les employés du secrétariat général et éventuellement les employés des paroisses (selon ce que les paroisses souhaitent). Elle ne concerne pas les employés du CSP et les bénévoles, par définition. Dans ces différents groupes, il y a des personnes qui font partie de cercles différents: pasteurs et diacres (ensemble des ministères consacrés), postes figurant au tableau des paroisses (annexe du règlement général: ministères consacrés et permanents laïcs), postes salariés par la caisse centrale et les postes salariés par l'EREN (différentes instances de l'EREN). Quand on parle salaire dans une Eglise qui accomplit un ministère, on constate que cela ne pose pas beaucoup de question lorsqu'on évoque les employés du secrétariat général et les employés des paroisses, mais elle se corse lorsqu'on parle du salaire des ministres et diacres. Deux visions s'affrontent dans les discussions:

Vision 1: Le salaire est le moyen garanti par l'Eglise qui permet au ministre d'exercer son ministère dans le sens d'une vocation. L'Eglise doit se préoccuper de pourvoir à ses besoins.

Vision 2: Le salaire, même en Eglise, est une rémunération au sens de la loi, cela signifie que pour le même travail, le salaire doit être équivalent.

Ces deux visions relèvent de quelque chose de noble: la première souligne la nature du ministère en Eglise et la deuxième inscrit le ministère dans un contexte légal qui respecte aussi la notion d'ordre donnée. Le Conseil synodal penche clairement pour la deuxième vision pour trois raisons:

1. C'est la pratique actuelle depuis plusieurs décennies: l'Eglise verse des salaires avec des charges sociales, une prévoyance. Imaginer de passer à un salaire qui soit juste de quoi assurer le ministère serait revenir en arrière sur la pratique actuelle et nécessiterait de réexaminer un certain nombre de dispositions prises aujourd'hui (par exemple: quels sont les besoins des ministres aujourd'hui?). L'attitude des permanents: les permanents (il met là tous les employés de l'EREN) intègrent en lien avec leur activité les réflexions sur leurs conditions salariales; ils réfléchissent au rapport activité et salaire perçu et font des

comparaisons avec ce qu'ils voient autour d'eux (les cantons voisins). Certains se contentent de ce qu'ils ont, mais ils ont le choix.

2. Une raison légale: la loi protège les employés, elle offre aux employés la garantie qu'au sein de la même institution, pour le même travail, le salaire sera le même.

3. Ce point découle des 2 autres: le Conseil synodal dit clairement qu'il est légitime qu'une personne qui travaille dans l'Eglise réfléchisse au lien entre travail et salaire. Peut-être que certains ont une autre idée de la rémunération dans l'Eglise, mais on ne peut pas laisser penser qu'il serait illégitime dans l'Eglise, y compris pour les pasteurs de s'interroger sur le montant de la rémunération en lien avec le travail fourni. Il y a d'autres éléments qui interviennent dans la réflexion et qui poussent le Conseil synodal de faire un certain nombre de propositions: les inégalités dues principalement à l'enchevêtrement loyer/salaire qui font dire qu'il y a un problème à régler, l'attractivité des postes (qui bien sûr ne se joue pas que sur le salaire), le salaire des postes à responsabilité: l'écart devient toujours plus important par rapport aux autres cantons et il est dommage que certains pasteurs au moment de prendre des responsabilités partent vers d'autres postes dans d'autres cantons. Il y a des incohérences dans la politique salariale puisque, alors que l'Eglise parle d'égalité des salaires, elle n'est pas pratiquée pour tous et elle ne concerne que les postes au tableau des paroisses et des ministères. C'est une incohérence de la politique salariale qui doit être corrigée pour des raisons éthiques: lorsqu'il y a des contacts avec l'extérieur, l'EREN suscite des inquiétudes par rapport à cette manière de faire. Il n'est évidemment pas question de mettre toutes les personnes qui travaillent dans l'EREN sur le même pied d'égalité. Il faut admettre un modèle qui fait une différenciation selon le poste occupé, comme c'est déjà le cas pour les postes du secrétariat général. Il faudra des critères éthiques qui correspondraient aux valeurs de l'Eglise. Il est préférable de traiter ces 3 questions ensemble pour une question de cohérence mais aussi pour une raison financière (garantie des acquis), la compensation est faite une seule fois plutôt que 3 fois.

Maintenant, évidemment, c'est aussi pour payer davantage le nouveau président, mais surtout parce que c'est un dossier indéfendable par un président en fonction, il pourrait être entaché par conflit d'intérêt. C'est pourquoi le Conseil synodal a saisi l'occasion de traiter cette question à ce moment. A un problème, il faut trouver des réponses qui devront solutionner les difficultés posées. Il faut désenchevêtrer les loyers des cures, sur cette question, il semble que tous soient assez d'accord: indépendamment de la politique salariale proposée aujourd'hui, l'Eglise arrive à la fin du système de privilège fiscal (indemnités de loyer ou loyer avantageux). L'Eglise doit soigner l'attractivité de ses postes. Il est proposé une valorisation des salaires de l'ensemble du personnel. Il n'est pas question de faire un saut spectaculaire pour arriver au niveau des salaires des pasteurs des autres cantons mais il s'agit de maintenir l'effort entrepris par nos prédécesseurs afin de ne pas trop creuser les écarts qui pourraient être rédhitoires. Car, à partir du moment où la différence devient trop grande, cela devient très difficile de trouver des ministres, mais c'est très difficile de savoir à partir de quel moment la différence est trop grande. Il est important de continuer d'être attentif à une revalorisation régulière pour continuer sur cette même vision. La reconnaissance de responsabilités particulières dans notre institution doit être valorisée. L'Eglise doit réfléchir à une politique globale, réflexion qui ne peut que se faire que sur les fonctions. Il ne s'agit pas de copier ce qui se fait ailleurs sans esprit critique. Le Conseil synodal ne veut pas de salaire au mérite, des prestations en nature, d'une politique opaque, différente dans ses principes en fonction des personnes. Le Conseil synodal ne veut pas de salaire hors grille, d'une quantité exagérée de niveaux de salaire. Cela distingue très clairement l'EREN de bon nombre d'autres institutions ou entreprises. Il veut une politique claire et transparente (à n'importe quel moment on sait qui gagne quoi), cohérente, des variations raisonnables entre les fonctions (les différences de salaires proposées ne seront pas supérieures aux

différences déjà existantes aujourd'hui), une revalorisation des salaires modérée, une reconnaissance des différentes fonctions, en particulier au travers du salaire, un nombre limité de niveaux de salaires.

Cette grille est un outil, elle n'est pas totalement finalisée. Elle doit permettre d'établir un salaire sur la base de la différenciation des fonctions, en fonction de critères d'exigence. Elle prévoit 10 à 13 niveaux de salaires. Elle définit des critères pour chaque fonction. Elle clarifie où se situe chacune des fonctions. Cet outil doit viser à déterminer une certaine objectivité. Il donne un exemple selon le tableau du rapport qui montre comment, pour chaque niveau, il faut essayer de décrire la responsabilité du poste. Il est impossible d'avoir des critères objectifs et une description sur laquelle tous seront d'accord, mais il faut tendre vers le maximum d'objectivité.

Pour le Conseil synodal, l'essentiel de l'objectivité ne réside pas dans la question de savoir s'il a réussi à être très objectif dans la description, mais il réside dans la capacité de l'institution de présenter une grille claire avec des critères écrits dans laquelle on sait où chacun se situe. Les critères sont encore à affiner et faire l'objet d'estimation. Impact financier: le conseil synodal prévoit un coût de 7% de la masse salariale (450'000.-) qu'il faudra économiser et reporter ces dépenses pour 20% sur les économies générales (90'000.-) et 80% sur des postes de travail (360'000.- environ 2.5 postes de travail). Il aimerait dire qu'aujourd'hui, le Conseil synodal a des inquiétudes extrêmement importantes sur la repourvue en particulier des postes pastoraux: dans quelques années, ils ne pourront pas être remplis car il n'y aura pas assez de pasteurs. Il faut trouver aujourd'hui une juste pondération entre le fait de travailler à une forme d'attractivité et le besoin de remplir des postes. Il est possible avec la pénurie à venir d'intégrer l'augmentation due à la nouvelle politique salariale. Il faut absolument anticiper la pénurie à venir. Lorsque certains pensent que l'égalité salariale est un signe prophétique: ça n'est pas le cas car l'égalité n'est pas réalisée et qu'elle ne l'est pas pour l'ensemble du personnel, mais au contraire, cela suscite plutôt des réactions par rapport à notre éthique.

Ce qui constituera un signe prophétique, sera plutôt de proposer une politique salariale de qualité, dans laquelle on peut parler des choix politiques cohérents. Il relève une difficulté dans la configuration de l'Eglise, c'est que, cette assemblée est composée de beaucoup de personnes qui sont concernées puisqu'elles sont salariées, c'est rare. Il en appelle à une responsabilité particulière aux laïcs car ce n'est pas très facile pour les permanents de parler d'une politique salariale qui les touche.

Le président ouvre le débat d'entrée en matière.

Yves Bourquin, paroisse du Joran, dit qu'enchevêtré est un concept souvent cité dans ce rapport. Pourtant ce rapport enchevêtre plus qu'il ne désenchevêtre, ce qui a valu à la paroisse du Joran des difficultés pour se faire une opinion. Il peut dire que le Conseil synodal a pris un risque en livrant ce rapport avec comme seules prémices les séances d'information d'il y a un mois.

Aux députés de se mettre à niveau en un mois pour un problème qui dure depuis de longs mois. Le Conseil paroissial livre une première analyse de ce rapport. Il trouve les sujets pertinents, intéressants, dignes d'être débattus mais il déplore qu'ils n'aient pas été traités dans des rapports généraux, séparés.

Il y a au bas mot 4 sujets séparés qui mériteraient chacun une approche large: l'attractivité de l'EREN, la relation contrat de travail/logement, la justice salariale au sein de l'EREN et la rémunération du président du Conseil synodal en regard du marché. Le Conseil synodal propose au Synode ces 4 sujets avec un dénominateur commun sous

forme d'une panacée: une ébauche de grille avec des pistes théologiques pour la justifier mais avec fort peu de chiffres. Le modèle est difficile à se représenter sans que les critères résonnent de manière concrète. Y a-t-il eu une discussion de fond sur ces sujets au Synode? Car avant toute chose, il faudrait savoir ce que le Synode veut vraiment pour l'Eglise de demain et comment faire un plan d'action. Comment se faire une opinion sans parler de conviction sur des sujets si profonds sans avoir eu le temps de les décanter et de les méditer? Les enjeux de ce rapport font surgir des questionnements (il a donné à ses collègues du colloque une quarantaine de questions suscitées par ce rapport). Il a les classées sur le plan ecclésiologique, personnel, économique et pragmatique (loi du marché, démocratie, protestantisme dans le monde). Ils ont cru percevoir, et cela a été vérifié dans le discours de M. Bader, beaucoup de craintes qui font naître des émotions viscérales qui ont lieu lorsque les députés ont reçu ce rapport. Cette crainte se transmet, mais est-elle bonne conseillère? Si le but de ce rapport est de faire voir l'avenir aux députés avec une certaine sérénité pragmatique, force est de constater qu'en voulant diminuer la peur, cela ne fait que l'augmenter, en tout cas dans un premier temps, et peut-être même là où elle n'a pas lieu d'être. Cela justifie le fait que le Synode doit se donner un tout petit peu de temps pour entrer dans ce rapport. Il aimerait revenir un instant sur ces 4 sujets imbriqués:

L'attractivité de l'EREN: voilà qui devrait faire à lui seul un point particulier. La paroisse du Joran est loin d'être convaincue qu'un salaire plus haut augmenterait l'attractivité de notre Eglise mais c'est bien plus son dynamisme, son potentiel bénévole, ses ressources jeunesse et son ancrage dans la région. Même en augmentant les salaires l'Eglise ne sera jamais concurrentielle. Faire venir des pasteurs d'ailleurs est une illusion, d'autant qu'il pourrait y avoir quelque chose de malsain d'entrer dans une sorte de course entre églises à qui sera la plus affriolante. Attractivité en église ne va pas sans ancrage et particularité voire même particularisme. Peut-être que le système égalitaire n'est pas bon et génère-t-il quelques inégalités, mais au moins il est unique. C'est une solution trouvée jadis et qui fait à présent l'ecclésiologie de l'Eglise neuchâteloise. Il croit que le conseil paroissial du Joran est bien plus pragmatique que ce rapport: cela ne servira à rien d'augmenter les salaires mais il faut trouver une autre voie avec confiance. Elle passera nécessairement par l'entrée des laïcs dans des postes à présent réservés aux permanents ministres.

Séparer les loyers des salaires: désenchevêtrer est un mauvais terme car il veut remplacer un système relativement simple par un système très compliqué qui reste finalement enchevêtré parce qu'il dépend du cas par cas. Sur cette question, le Conseil paroissial du Joran fait sienne une remarque de l'ASEMPEREN: "ce que je vous donne d'une main, je le reprends de l'autre". Finalement, tant qu'il y aura des ministres astreints à résider là où ils œuvrent, il y aura nécessairement enchevêtrement des loyers et des salaires (les deux étant liés par le contrat de travail). En ce sens, le Conseil paroissial du Joran ne peut accepter la radicalité de la résolution No 2 qui est justement suivie de la 3 qui ré-enchevêtre le tout à un autre niveau.

La question de la justice de l'EREN et de l'inclusion du personnel administratif dans une politique d'ensemble devrait aussi faire l'objet d'une réflexion attentive: il serait tout aussi facile d'arriver à une situation plus claire sans changer la politique salariale dans son ensemble. Il serait possible d'imaginer que les salaires des hauts fonctionnaires de l'Eglise soient eux alignés sur les lois du marché pour autant qu'ils ne soient pas ministres. Pour des compétences particulières et nécessaires de secrétariat, communication, etc., là, on pourrait imaginer s'ouvrir aux pratiques du monde économique. Il serait meilleur d'instaurer un système d'allocation et d'indemnités plutôt que de changer ce qui fait la spécificité de l'EREN. Les critères et le système de pondération de la grille laisse perplexe, ils auraient voulu voir un modèle clair et chiffré. Il n'est pas possible de se prononcer sur la grille simplement en admettant un minimum de

65'000.- et un maximum de 130'000.- annuels. Le Joran est d'accord d'entrer en matière sur ses 3 objets pour autant qu'ils soient pris sans urgence, dans le calme et la réflexion. Comme il constate que le seul sujet véritablement urgent est celui de la rémunération du président puisque le bureau du Synode cherche un successeur. Selon la direction prise par les débats, il reviendra d'abord avec une motion d'ordre pour demander l'autorisation de présenter une motion du Joran concernant spécifiquement la rémunération présidentielle. La paroisse du Joran propose d'entrer en matière tout en demandant immédiatement un renvoi au Conseil synodal avec l'objectif de le désenchevêtrer et de le chiffrer.

Phil Baker, paroisse de Val-de-Ruz, propose, au nom de sa paroisse, de ne pas entrer en matière tout en reprenant une bonne partie des arguments du pasteur Bourquin. La dernière fois que le Synode s'était tenu au Val-de-Ruz, en 2005, le Synode avait accepté l'égalité de salaire; bien qu'elle ne soit pas parfaite, le Conseil paroissial de Val-de-Ruz ne pense pas qu'il y a de si grandes injustices que cela. Mais on peut se demander ce qui a changé en 7 ans.

Un des éléments provoquant ce rapport est le départ du président du Conseil synodal et c'est tout à son honneur de ne pas avoir défendu cela pour lui-même. On aurait pu venir devant le Synode avec un rapport qui disait qu'en fonction de la grande responsabilité du poste du président, il est indispensable d'en augmenter le salaire, mais uniquement celui-là. Au lieu de cela, il y a un rapport qui enchevêtre tout. Il y a clairement la volonté d'augmenter les salaires pour ce qu'on n'ose pas appeler le groupe de direction. Il a souvent été entendu que lorsqu'il s'agit de postes ne nécessitant pas des compétences théologiques, mais recherchés sur le marché de l'emploi de tous les jours, il est difficile de trouver. Cela pourrait aussi inciter le Synode à se questionner sur la pertinence de tels postes au sein de l'Eglise: la question n'est pas posée.

Sur la question de l'attractivité: il est vrai que l'EREN ne pourra jamais concurrencer les salaires des autres cantons qui bénéficient des impôts ecclésiastiques. Il n'est pas forcément faux de revaloriser les salaires car il est judicieux de ne pas laisser un trop grand écart se creuser. La question d'intégrer le personnel administratif aurait pu faire le sujet d'un rapport à part. La question d'obligation de résidence et des cures: il y a quelques années, la politique de l'EREN était d'être présente sur tout le territoire, la situation a peut-être changé, mais il fallait bien se loger d'une manière ou d'une autre. Si maintenant, les salaires vont être valorisés et les loyers adaptés, comment alors comment faire avec l'espoir qui fait penser que les loyers plus bas dans le haut vont inciter davantage à remplir les postes du haut du canton. Si on voulait une égalité parfaite, on devrait aussi tenir compte des impôts! La question est plus complexe et mérite davantage que d'être mélangé avec d'autres sujets. Le projet de grille salariale, tous sont d'accord pour dire qu'il n'est pas définitif, qu'il doit encore être réfléchi. Le colloque de Val-de-Ruz vit une certaine sérénité parce que tous ont le même salaire. Mais pour quelle raison, sauf celle de vouloir se mettre à la page, veut-on cette différenciation? Mise à part la question du salaire du président, il n'y a pas urgence de sauter dans tous ces sujets. La question des cures et de l'obligation de résidence qui va avec peut être traitée en toute tranquillité. Tout s'est passé très vite, ces deux séances d'information n'ont eu lieu qu'il y a 2 mois, mais le Conseil synodal a eu une longue gestation. Pour toutes ces raisons, le Val-de-Ruz n'entrera pas en matière.

Raoul Pagnamenta, paroisse de l'Entre-2-Lacs, pense qu'il a été assez souvent souligné que certains sujets sont complexes et enchevêtrés. Le Conseil paroissial de l'Entre-2-Lacs a trouvé que certains sujets sont importants, mais d'autres non; il a l'impression que s'il entre en matière avec le rapport, il met la main dans un engrenage à moins que le Joran soit sûr de son coup et puisse désenchevêtrer le tout.

Jacques Peter, paroisse du Joran, à titre personnel, dit qu'il est navré de constater qu'il est le seul laïc à s'exprimer et que ce rapport est embêtant parce qu'il met les députés face à leurs responsabilités. Il est solidaire avec le Joran pour dire qu'il faut entrer en matière, mais souhaite renvoyer le rapport au Conseil synodal ou à un autre groupe car il y a nombre d'éléments non finalisés. En regardant le projet de grille salariale, il n'y a aucune indication pour savoir quelle est la pondération pour arriver à un salaire. Par exemple: un modérateur a plus de responsabilités qu'un pasteur référent, mais si bêtement, on additionne les points sans pondération, ils ont le même salaire. Il n'y a pas d'explication pour qu'une fonction réponde à un certain nombre de critères. Si on reste sur l'exemple du président: un candidat aura déjà un engagement, donc un diplôme spécialisé, mais s'il n'a pas de diplôme et qu'on se réfère à la grille salariale, qui paye la formation? Aucune réponse. D'après les chiffres, difficiles à trouver, un président de Conseil synodal va toucher 130'000.- annuellement, mais un ministre dans une paroisse après 20 ans 107'000.-. Quel sera le mécanisme de changement de classe lorsque le président aura terminé son mandat? L'absence de ces éléments lui permettent de voter l'entrée en matière, mais en tout cas pas les résolutions.

Catherine Bosshard, paroisse de Neuchâtel, parle en son nom même si ces questions ont été longuement été abordées dans la préparation de sa paroisse. La question de la politique salariale est une question délicate. Elle salue le fait d'oser en parler. Si elle peut comprendre que le Conseil synodal présente un paquet, il est bien difficile de saisir toutes les implications et les difficultés de les aborder en différentes phases. Oui, il faut désenchevêtrer les salaires et les loyers, mais bien sûr avec doigté, comme l'ont suggéré depuis longtemps plusieurs présidents de paroisse. Augmenter les salaires et supprimer les allocations va dans le bon sens.

Elle n'est pas contre le principe d'une grille salariale pour tous les employés et ministres. Comme beaucoup, elle pense en effet que la fonction de président du Conseil synodal est très exposée et pourrait tout-à-fait être revalorisée. Par contre pour les fonctions des ministres de paroisse, des aumôniers, des responsables, elle demande une étude plus approfondie pour bien comprendre ce qui est mis derrière les termes: exposé, plus de responsabilité. Entre un ministre qui anime une séance de caté ou qui a des compétences de gestionnaire, lequel est le plus exposé? Elle souhaiterait aussi savoir en chiffre les différences entre les fonctions. Il ne faut pas confondre une fonction de base par rapport à des fonctions temporaires (modérateur, maître de stage), qui pourraient être indemnisées autrement que par une augmentation du salaire de base. Il faut entrer en matière pour prendre le temps de réfléchir à cette politique et arriver à un bon équilibre entre la gestion et la mission de l'Eglise.

Myriam Schneeberger, paroisse de Val-de-Ruz, a été particulièrement interpellée par la phrase "allier la notion d'Eglise et les salaires". Elle trouve que l'Eglise a une richesse à explorer, des éléments dignes d'être réfléchis et qu'il n'y a pas d'urgence. Le Synode peut saisir cette opportunité de réfléchir à ces questions fondamentales en se donnant le temps nécessaire. Si elle a bien compris qu'en acceptant le multi-pack, on pourrait peut-être faire quelques économies, elle craint en revanche que le Synode prenne le risque de laisser la justice. Est-ce que les 2 visions évoquées par le Conseil synodal sont vraiment aussi exclusives? Elle a compris que l'élan du Conseil synodal va vers la deuxième vision. Pourtant la première est aussi noble. Elle ne trouve pas digne de l'Eglise de perdre ce qu'elle a de prophétique. Alors pourquoi ne prendre le temps de chercher une troisième voie, créative, différente, qui allie totalement l'une et l'autre?

Françoise Ducommun, paroisse de la Chaux-de-Fonds, rejoint la position du Joran qui demande d'entrer en matière. Si on veut aborder ne serait-ce que la question de la rémunération du président du Conseil synodal, il s'agit d'entrer en matière. Elle a entendu des pasteurs habitant des cures dire qu'il n'y avait pas d'urgence. Il est vrai qu'il y a là

peut-être des inégalités importantes. Elle trouve que ce désenchevêtrement est une excellente chose, qu'il y a là certainement des injustices importantes. Elle avait d'ailleurs l'intention de demander de mettre toutes les cures au prix du marché tout en renonçant à obliger les ministres à occuper les lieux; cela créerait des ressources pour l'EREN, ainsi qu'une meilleure égalité des salaires.

Jean-Philippe Calame, paroisse de l'Entre-2-Lacs, remercie la paroisse du Joran pour la clarté de son exposé. Il aimerait poser 2 questions qui illustrent cette crainte par la manière de parler d'argent dans ce rapport: qui peut espérer davantage que le maintien du pouvoir d'achat? Parce qu'après l'augmentation du loyer, le rachat de la caisse de retraite, les effets de seuil de l'échelle fiscale, il espère que le pouvoir d'achat, au minimum, sera maintenu. En l'absence de toute simulation chiffrée et complète, qui peut garantir que l'EREN ne se choisit pas une politique financière qui va au-delà de ses moyens?

François Aubert, paroisse des Hautes-Joux, aimerait dire que personnellement, il a beaucoup de peine à se prononcer sur ce rapport et surtout sur les résolutions. En effet, il y a 7 ans, la décision avait été prise d'instaurer l'égalité des salaires pour les postes inscrits aux paroisses et dans les ministères cantonaux. Il n'a pas bien compris pourquoi, aujourd'hui, il faut changer ce système. La question de la rémunération du président du Conseil synodal est un point important qui devrait être traité assez rapidement, mais pour le reste, il faut que la question mûrisse. Il faut entrer en matière et renvoyer le rapport au Conseil synodal

Pierre Denis, paroisse de la barque, dit que sa paroisse entrera en matière. Il souhaite poser une question: qu'advient-il des pasteurs qui devront se loger en dehors des cures?

Benédicte Gritti, paroisse de la BARC, en son nom, confirme que la paroisse de la BARC entrera en matière car c'est un sujet important. Mais, pour sa part, elle est d'avis qu'il est trop tôt de prendre une décision aujourd'hui. Elle n'a rien contre le fait que les salaires doivent être repensés par rapport aux responsabilités, mais quelles sont ces responsabilités? Est-ce qu'on a une Eglise qui base sa responsabilité sur sa mission ou sur l'administratif? Un pasteur qui, par exemple, officie lors d'un service funèbre et qui se "plante", tout le canton le sait! Elle a besoin d'une Eglise qui a aussi un regard sur son travail qui est celui d'annoncer la Parole de Dieu et pas seulement sur le travail financier et administratif.

Delphine Collaud, paroisse de Neuchâtel, estime que ce que vient de dire la pasteure Gritti est une notion importante: c'est très difficile d'évaluer ce qu'est une responsabilité.

Le président procède au vote d'entrée en matière.

Elle est acceptée (41 oui, 5 non, 0 absentions)

Gabriel Bader, Conseil synodal, précise que le Conseil synodal ne travaille pas depuis des mois sur cette question. En août, il a présenté sa démission au président du Synode et vers fin août-début septembre la réflexion s'est mise en route. Le Conseil synodal a travaillé très vite et très dur sur ce dossier.

Il aimerait dire un mot sur l'attractivité: le Conseil synodal ne nie pas le fait que l'essentiel de l'attractivité ne réside pas dans le salaire, mais il ne faut pas cacher le fait que les permanents ne viennent pas à Neuchâtel et choisissent aussi les postes en fonction du salaire. Il est utopique de croire qu'il n'y aurait aucune comparaison entre les cantons: elle va être donnée de fait lorsque, dans quelques années, il y aura 20 ou 30 postes disponibles en Suisse romande, alors les gens vont comparer le salaire.

Le Conseil synodal prévoit un total désenchevêtrement entre loyers et salaires: il est clair qu'il n'y aura plus de lien entre le contrat de travail et le lieu de résidence. Il retourne l'équation qui dit "on nous donne d'un côté et on reprend de l'autre", c'est le contraire: il sera exigé des loyers plus élevés et pour que cela ne préterite pas la situation en terme de pouvoir d'achat, il y aura une échelle des salaires qui permettra de compenser ces hausses. Il peut y avoir des obligations de résidence dans le territoire paroissial, mais cela se discute avec les paroisses et n'impliquera pas d'imposition de traitement sur un logement. Depuis 2005 (année où le Synode a aligné le salaire de certains diacres sur les autres salaires), il y a eu un changement extraordinaire dû à la demande des permanents de ne plus habiter dans une cure. C'est une situation extrêmement nouvelle.

Le président du Conseil synodal dit aussi un mot sur les thématiques qui mériteraient d'être retravaillées: vacances, prévention des abus sexuels, accompagnement sous diverses formes, colloques, etc.

Le Conseil synodal sait qu'il y a beaucoup de choses à travailler mais le Synode a la responsabilité de prendre parfois des décisions rapidement. Il faut savoir qu'en juin, il faudra parler des services funèbres, de la question du CSP, commencer à travailler sur la question de l'évangélisation.

Pour répondre à la question de formation: ce sont des situations qui existent déjà, car certains postes exigent des formations spécifiques et le règlement solutionne un certain nombre de ces situations.

Concernant une baisse de salaire en changeant de poste, cela existe déjà des personnes qui subissent un certain nombre de ces mécanismes.

Concernant le pouvoir d'achat: le projet est d'avoir une valorisation salariale qui permette d'améliorer ce pouvoir d'achat, l'amélioration n'étant évidemment pas la même pour tout le monde (ceux qui sont privilégiés aujourd'hui auront une moins grande différence). L'Eglise n'a aucune garantie de mener une telle politique, mais il faudra s'habituer à travailler ainsi.

Concernant l'évaluation des responsabilités: le Synode pourrait discuter longtemps pour savoir ce qui est plus responsable: mais nous sommes une institution qui fonctionne avec des ministères qui agissent sur le terrain et il faut continuer à valoriser les tâches plus difficiles. Il y a des postes qui comportent des difficultés particulières.

Le président procède au vote du renvoi au Conseil synodal.

Le rapport est renvoyé au Conseil synodal. (28 oui, 16 non)

Yves Bourquin demande un changement de l'ordre du jour pour présenter sa motion intitulée "Recherche d'un président du Conseil synodal", en lien avec l'ordre du jour.

Le président procède au vote.

Le changement de l'ordre du jour est accepté (37 oui, 5 non)

Yves Bourquin, paroisse du Joran, présente une motion qui s'adresse au bureau du Synode. Dans le contexte du rapport No 6, il a considéré que le Synode doit donner à son bureau un cadre clair quant à sa liberté de négociation salariale avec les candidats à la présidence du Conseil synodal. Ce point du rapport No 6 est urgent et le Synode ne peut pas laisser son bureau dans l'expectative d'une décision. Le Synode devrait donner plus largement une marge de manœuvre sous la forme d'une indemnité de 1000 francs maximum au cas où un candidat jugé adéquat voire idéal "avait l'idée saugrenue" de discuter son salaire. Si le Synode décide ce point ici, cette décision deviendra publique,

donc connue mais c'est intéressant, car les candidats connaîtront cette préoccupation du Synode. Ce sera un atout pour le bureau du Synode d'avoir cette possibilité pour laisser les portes ouvertes.

Le président ouvre le débat préliminaire.

Jean-Philippe Calame, paroisse de l'Entre-2-Lacs, demande si c'est une indemnité automatique ou liée à la personne selon son besoin.

Jean-Claude Waelti, paroisse de la Chaux-de-Fonds, trouve la proposition intéressante, mais nettement insuffisante. Actuellement, selon la grille salariale, le salaire maximum est de 1000'000.-; avec la proposition de la nouvelle grille il serait de 130'000.-. Il faudrait d'emblée proposer 2000.-.

Françoise Ducommun, paroisse de la Chaux-de-Fonds, dit que sur la grille, il lui semble que les chiffres cités sont des salaires maximums, après 20 ans. Il lui semble que 1000.- serait donc suffisant. De plus, lors de la mise en œuvre de la nouvelle future grille salariale, cette indemnité devrait tomber.

Johann Robert, paroisse de l'Entre-2-Lacs, trouve que d'introduire des indemnités au lieu de réfléchir à une politique salariale est une mauvaise idée.

Phil Baker, paroisse de Val-de-Ruz, trouve que le bricolage n'est pas une bonne solution qui ne règlera rien sur la forme ni sur le fond. Il est aussi favorable à une rémunération plus importante, mais dans le cadre d'une réflexion.

Sœur Pascale, communauté de Grandchamp, a peur d'un chiffre fixe, mais proposerait plutôt un pourcentage.

Gabriel Bader, Conseil synodal, reconnaît que la motion doit être reconnue comme urgente par le Conseil synodal. Il fera deux remarques: 1000.-, c'est se fier du monde, il faut viser un peu plus haut, car il y a de fortes chances que ce soit des gens qui ont 12 ans d'ancienneté pour avoir une grande expérience. Pour le Conseil synodal, cela devrait être une mesure transitoire jusqu'à une politique salariale globale.

Le président soumet au vote la notion d'urgence.

Elle est acceptée à une grande majorité.

Yves Bourquin, paroisse du Joran, voit bien que ce qui coince c'est la somme. Du côté du Joran, il faut considérer cette indemnité est transitoire. Elle est valable parce que le Synode est en train de réfléchir à la politique salariale.

Le président précise qu'il s'agit de statuer s'il s'agit de 1000.- ou de quelque chose d'autre.

Le pasteur Daniel Mabongo, paroisse de la Côte, demande si le Conseil synodal a une proposition.

Jean-Philippe Calame, paroisse de l'Entre-2-Lacs, pense que, comme l'a suggéré le pasteur Phil Baker, il s'agit de réfléchir. Il déplore que le débat glisse vers une tenue nettement différente de ce qui a été le cas l'après-midi. Ce n'est pas maintenant qu'il s'agit d'avoir une vente aux enchères pour savoir à quel niveau cela va se passer, alors que rien n'a été dit sur les critères. Le Synode doit se rappeler que son attractivité n'est pas liée à cela, c'est symbolique. La personne qui s'engagerait au Conseil synodal saura faire la différence. C'est assez choquant de dire que cela suffira ou ne suffira pas. Il faut prendre le temps que cela soit quelque chose d'un peu clair et qui permette d'être assumé de manière transparente. Il pense qu'il est intelligent de réfléchir en paix.

Claude Waelti, paroisse de la Chaux-de-Fonds, précise que, selon son rapport, le Conseil synodal prévoyait une augmentation de son président de 30'000.- après 20 ans. Il propose d'aller dans ce sens.

Le Conseil synodal se joindrait à cette proposition.

Delphine Collaud, paroisse de Neuchâtel, trouve que cette proposition table sur le fait que la nouvelle grille salariale est déjà une évidence sans avoir eu la discussion de fond.

Jacques Peter, paroisse du Joran, explique qu'entre 130'000.- et 107'000.-, il y a une différence de 23'000.-, et qu'entre la proposition du Conseil synodal et la situation actuelle, il y a 30'000.-. Il craint autre chose: sur le plan légal, comment pourrait-on élire un président pour 4 ans et lui dire que, dans 2 ans, lui dire que son salaire serait diminué.

Jean-Claude Barbezat, paroisse de Val-de-Ruz, dit qu'il est parfois urgent d'attendre. Les auditions vont avoir lieu en février, il devrait être possible d'attendre la séance de relevé et de décider à ce moment-là.

Le président dit que cela doit être tout-à-fait possible puisque la séance de relevé fait partie de la même session. Il soumet au vote les propositions: maintenir la motion telle quelle, soit l'augmenter à 30'000.- annuellement, ou réfléchir jusqu'au mois de janvier (séance de relevé).

Christophe Allemann, paroisse de Neuchâtel, en son nom, propose de remettre au mois de janvier la décision en laissant la proposition ouverte.

Le président procède au vote.

La décision concernant la motion est remise à la séance de relevé.

Le président passe la parole à Mme Antoinette Hurni pour une prière finale.

Mme Antoinette Hurni fait la prière finale.

Le président clôt la séance à 17h50

Neuchâtel, le 5 janvier 2013

Le procès-verbal a été rédigé par Madame Danièle Rinaldi secrétaire administrative du synode.

Le président

La secrétaire

Jacques Laurent
Berger

La pasteure Esther